

Session d'automne 2019

Compte-rendu de la réunion plénière de la *Commission éducation et culture*

Date : mardi 29 octobre 2019, de 14h30 à 18h

Lieu : Agora, salle G03

I. Intervenants lors de la troisième rencontre-débat sur l'identité culturelle européenne

- Mme **Barbara TOCE**, Vice-présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du CdE, représentante de la Chambre des pouvoirs locaux et conseillère municipale de Pedaso.
- M. **Antoine GODBERT**, membre du Bureau de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) et conseiller municipal de Tours en charge des affaires européennes.
- M. **Philippe HERZOG**, ancien eurodéputé et Président fondateur du think tank Confrontations Europe.
- M. **Andreas WOLTER**, adjoint au Maire de Cologne en charge des relations internationales. Absent, lu par M. Karl Donert, vice-président de la Commission éducation et culture.
- Mme **Claude VIVIER LE GOT**, FEDE, présidente de la Commission éducation et culture.

II. Intervenants lors de la réunion du Groupe de travail Citoyenneté numérique

- M. **Karl Donert**, vice-président de la Commission éducation et culture

III. Intervenants lors de la réunion du Groupe de travail Cités interculturelles

- M. **Wolfram WEISSE**, Directeur fondateur de l'Académie des religions du monde d'Hambourg, remplacée par Mme **Carola ROLOFF**, Professeure invitée experte du bouddhisme, Université d'Hambourg.
- M. **Axel BRINZINGER**, Médiateur et professeur.
- Mme **Gaudioise LUHAHE**, Doctorante en Ethique intervenant sur la « Communication éthique ».
- Mme **Anne NEGRE**, Vice-présidente en charge de l'Egalité de la Conférence des OING, Groupe Européen des Femmes Diplômées des Universités (GEF DU).
- Mme **Gabriela FREY**, co-coordinatrice du groupe de travail Cités interculturelles.

I. Troisième et dernière rencontre-débat sur l'identité culturelle européenne avec des élus européens et des membres du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du CdE

1) Discours introductif de la présidente de la Commission éducation et culture

Mesdames et messieurs, chers invités, cher.e.s ami.e.s,

Je tiens en tout premier lieu à vous remercier chaleureusement toutes et tous d'être présents aujourd'hui pour cette troisième et dernière rencontre-débat sur le thème de l'identité culturelle européenne en question(s). Je précise qu'à la fin du mot « question(s) », le « s » est mis entre parenthèses.

Depuis juin 2017, la Commission éducation et culture a structuré les travaux de son mandat autour de la question difficile de l'identité culturelle européenne. La nécessité de traiter cette thématique en profondeur partait d'un double constat posant des questionnements pour l'Europe : la montée des populismes et les flux migratoires. Les questions liées à l'identité européenne sont devenues des sujets de clivage. Les défis à relever sont le reflet des nouveaux enjeux géopolitiques, dont les migrations de masse sont au premier plan. L'offensive turque contre les Kurdes dans le Nord de la Syrie risque d'ailleurs de nous le rappeler dans les prochains mois. Alors que l'Europe s'est construite à partir des vagues de migration, certains territoires européens affirment ne plus être prêts à accueillir de nouvelles populations. Les tensions accentuées par la crise de 2008 sont si vigoureuses qu'elles déstabilisent des pays, remettent en question la construction européenne et provoquent une sortie plus que chaotique du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Sur la base des réflexions issues des groupes de travail et des trois consultations, un Livre blanc sur l'identité culturelle européenne est en cours de rédaction par les intervenants des consultations et de très nombreuses OING. Il se propose d'être un guide didactique pratique contenant des définitions et approches plurielles de mots et de concepts, destiné aux apprenants, enseignants et formateurs dans le cadre de l'éducation à une citoyenneté européenne démocratique.

Afin d'impliquer tous les acteurs concernés et d'enrichir le contenu du futur Livre blanc, nous avons mis en place un dialogue entre OING et personnalités politiques de haut-niveau (ambassadeurs, ministres, experts internationaux, élus européens, nationaux et locaux) sur la construction des fondements modernes de cette identité. L'objectif principal de ce dialogue est de faire émaner, de la société civile, une approche moderne et évolutive de l'identité culturelle européenne.

Je saisis à nouveau l'occasion d'encourager tout représentant d'OING souhaitant s'investir dans ce travail, de se manifester dès que possible, pour nous permettre d'incorporer sa contribution dans l'ouvrage collectif qui sera présenté lors de la prochaine session de la Conférence des OING qui se tiendra à la mi-avril 2020.

Ce débat de grande ampleur a été pensé autour de l'organisation de trois consultations ayant pour but d'aborder ce sujet sous trois angles bien distincts. La première consultation du 27 juin 2018 rassemblait des ambassadeurs du Conseil de l'Europe et des personnalités européennes, et traitait de l'identité culturelle européenne dans une perspective philosophique et culturelle.

La deuxième consultation du 9 avril 2019 avait pour but d'appréhender l'identité culturelle européenne sous l'angle de l'éducation, avec des experts de la question, représentants de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe ainsi que du Centre Nord-Sud.

La troisième consultation qui a lieu aujourd'hui est orientée sur le vécu des territoires et permettra d'entendre l'opinion d'acteurs politiques locaux et régionaux, dont la Vice-Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, Madame Barbara TOCE.

Après cette brève introduction sur les objectifs et la structuration générale du travail de notre Commission, je souhaiterais revenir rapidement sur les réflexions principales ayant émergé à l'issue des deux premières consultations de juin 2018 et d'avril 2019.

Notre premier débat avec des ambassadeurs du Conseil de l'Europe et des personnalités politiques européennes portait principalement sur l'importance de la culture dans la société, de la créativité de la pensée et de la diversité culturelle. Le terme de « identité », particulièrement rigide, ne devant pas prêter à confusion, car il ne s'agit pas d'inscrire dans le marbre qui nous sommes, ni d'où nous venons. En effet, l'identité européenne reflète la pluralité et la construction perpétuelle de l'Europe, entre histoire et avenir, entre mémoire et destin commun. Elle s'attache à promouvoir les valeurs défendues par le Conseil de l'Europe telles que l'Humanisme, la promotion de la citoyenneté, le respect de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits humains.

Notre second débat visait à comprendre et à analyser les politiques et les actions que l'UNESCO et le Conseil de l'Europe mènent pour éduquer à la citoyenneté européenne. Il s'agissait d'élargir nos réflexions sur l'éducation, ainsi que sur l'appropriation et la mobilisation de la culture comme ferments dynamiques d'une identité européenne. L'éducation alimente la culture autant qu'elle la préserve et reste au cœur du cercle vertueux dont la société civile doit être le moteur. L'éducation est intrinsèquement liée à l'intégration dans la société et est aussi la clef permettant de préserver l'équilibre entre identité et diversité en nous invitant à penser un vivre ensemble commun. Le concept d'éducation à la citoyenneté mondiale a été également proposé comme outil de réflexion dans la formation des citoyens multiculturels de demain.

Après ces deux premières consultations, l'enjeu majeur du dialogue d'aujourd'hui sera d'échanger avec les représentants des OING sur des témoignages concrets d'élus locaux permettant de faire vivre une identité européenne « partagée » sur leurs territoires. L'objectif sera de mieux comprendre comment est vécue sur le terrain, l'identité culturelle européenne, et comment les postures et les grands idéaux que nous avons brassés lors des deux premiers débats sont ressentis par les populations, sédentaires et migrantes d'Europe ? Comment cette identité, porteuse des valeurs du vivre ensemble, est vécue, appréhendée et ressentie par la population : quels sont les défis, freins et actions ?

A travers ces trois consultations, la Conférence des OING du Conseil de l'Europe souhaite apporter sa pierre à l'édifice de l'identité culturelle européenne en entrant résolument par la porte de l'éducation.

Avant d'ouvrir les débats, je me permets de présenter brièvement nos intervenants du jour :

- Madame Barbara TOCE est avocate. Vice-présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du CdE, elle est représentante de la Chambre des pouvoirs locaux depuis octobre 2014 et conseillère municipale de la ville italienne de Pedaso.

- Philippe HERZOG est président-fondateur de l'association Confrontations Europe. Il a été député européen entre 1989 et 2004, président de la commission des relations économiques extérieures et vice-président de la commission économique et monétaire. Il a aussi été rapporteur pour le Parlement européen sur la participation des citoyens aux actes et politiques de l'Union européenne, mais aussi Conseiller spécial du Commissaire Michel Barnier en charge du marché intérieur et des services financiers entre 2009 et 2014. Il est l'auteur de nombreux ouvrages totalement en lien avec notre débat, dont « Identité et valeurs : quel combat » (2015), « L'identité de l'Europe, vers une refondation » et « D'une révolution à l'autre. Mémoires » (2018). Expert en la matière, Monsieur Herzog nous fait le plaisir de modérer notre discussion du jour.

- Antoine GODBERT, ancien conseiller diplomatique du ministre de l'éducation nationale, a été Président de la Maison de l'Europe de Bordeaux de 2012 à 2015, et directeur d'Erasmus+, il est depuis 2016 vice-Président du Mouvement Européen France. Conseiller municipal Délégué à la Ville de Tours où il suit plus spécifiquement les dossiers en lien avec l'Union européenne depuis 2014, il est également membre du Bureau de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) depuis 2017. Depuis mai 2019, il est le directeur de projet chez le Défenseur des Droits, M. Jacques Toubon.

- Andreas WOLTER a été élu au conseil municipal de Cologne à trois reprises en 2004, 2009 et 2014. Membre du Parti Vert depuis 1983, il est adjoint au maire chargé des relations internationales depuis juin 2014, et est également Président de l'Alliance pour le climat (association rassemblant 1700 villes membres dans 26 pays européens). Il suit en particulier des dossiers liés aux transports et au changement climatique.

Je pense sincèrement que nous devons aborder la question de l'identité culturelle européenne, non pas sous l'angle d'une délimitation territoriale, mais comme venant frapper à la porte de valeurs communes portées par l'humanisme contemporain.

Avant de laisser la parole aux différents orateurs, je tiens tout particulièrement à remercier Monsieur Karl DONERT, vice-président de la Commission éducation et culture, ainsi que les autres co-coordonateurs des groupes de travail, Mesdames lamvi TOTSI et Gabriela FREY, Messieurs Hugo CASTELLI EYRE, Noël ORSAT, Farouk ALLOUCHE et Rémi LOISON pour leur implication dans nos travaux, ainsi que tous les membres des nombreuses OING qui ont participé à nos avancées, au travers de Loomio, notre plateforme collaborative, par mail et surtout lors de nos échanges en face à face.

Merci à toutes et à tous et bon débat.

2) Interventions de M. Philippe HERZOG, de Mme Barbara TOCE, de M. Antoine GODBERT, M. Wolfram WEISSE et de M. Andreas WOLTER

a) Philippe HERZOG

Bonjour à tous et un grand merci à tous, à Claude, à Rémi, qui ont été à l'initiative et à l'œuvre dans l'organisation de cette belle consultation, qui est elle-même la troisième du genre.

Nous sommes aujourd'hui sur un sujet fondamental pour l'avenir de l'Europe. Je ne crois pas qu'on puisse construire l'Europe dans l'unité sans bâtir une identité européenne pour aujourd'hui. Je vais donc commencer par prolonger les réflexions qu'elle vient de nous rappeler, pour ensuite entrer plus concrètement dans les questions relatives au « comment faire ? ».

Je partirai d'abord des questions fondamentales : Qu'est-ce que c'est que l'identité ? Qui sommes-nous ? Qu'est ce qui nous est commun ? L'identité est individuelle, elle est collective, elle est en évolution, bien sûr, mais ce sont les deux questions imbriquées fondamentales.

À la première question « Qui sommes-nous ? », la culture européenne a répondu par l'humanisme. Être humain, c'est faire prévaloir et grandir l'humain. Or on se rend compte que l'humanisme dont nous avons hérité est aujourd'hui ébranlé par de grandes mutations, que ce soit l'écologie, la technologie, la géopolitique. L'humanisme va devoir être ressourcé.

À la deuxième question « Qu'est ce qui nous est commun ? », on peut répondre : une cité démocratique. C'est la démocratie moderne qui nous est commune. Là aussi, à l'évidence, beaucoup constatent qu'elle est malade, en grande difficulté. Je dirais tout de suite que ce n'est pas simplement la faute des populismes. Ils sont plutôt des symptômes de cette crise, on doit s'interroger sur le fond des problèmes, les causes font système. Démocratie moderne, c'est à retravailler avec l'humanisme. Et rien ne se fera sans engagement : l'identité est une tâche, elle se conquiert, et je citerais V. Hugo pour désigner de quoi il s'agit. Dans son langage de poète et en son temps disait : « La religion, la société, la nature, telles sont les trois luttes de l'Homme. Ces trois luttes sont en même temps ses trois besoins. Il faut qu'il croie, de là le temple. Il faut qu'il crée, de là la cité, la démocratie. Il faut qu'il vive, de là la charrue et le navire ». Je crois que ce genre de référence nous aide, elle interroge la civilisation dans ses trois dimensions. Je m'arrête sur la question « il faut qu'il croie ». On voit très bien que pendant des siècles et des siècles, les Européens ont travaillé et retravaillé des valeurs fondamentales.

Quand on pense à la Révolution française, c'est liberté, égalité, fraternité. Mais avant il y avait toute une couche de valeurs fondamentales : la vérité, le bien, le beau. Aujourd'hui la vérité est abimée à l'heure des fake news. Le bien n'est pas partagé : où est le bien commun entre les nations ? » Chacun pour soi, c'est bien souvent le cas, pas toujours heureusement. On voit très bien que ces valeurs fondamentales auront besoin d'être retravaillées si on veut aborder les problèmes d'éthique, de vivre ensemble et de construction d'une collectivité politique digne de ce nom. Rome et le Christianisme ont été les passeurs entre le monde antique et la modernité, réinventant la République et avançant le concept de personne. Puis les Lumières sont une nouvelle métamorphose, qui n'a pas renié mais retravaillé toute la souche antérieure. Le débat entre les anciens et les modernes fut vif. Mais aujourd'hui, alors qu'une nouvelle métamorphose est en gestation, on se demande que deviennent ces enseignements et comment renouveler l'héritage. Le sens de mon propos est qu'on ne peut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, il faut se le réapproprier pour réinventer l'avenir ; inventer autre chose, en essayant de capter ce qu'il y avait de fort dans le passé et imaginer autre chose.

Je vois deux tâches essentielles : d'abord comprendre la diversité, les différences, pour en faire richesse et repenser ainsi l'unité des Européens. L'Europe est composée de vieilles nations, chaque peuple a apporté sa pierre à la construction d'une identité européenne. On l'oublie, cela ne s'apprend plus, les dirigeants politiques l'oublient. Bien sûr libéralisme anglais, Révolution française, philosophie allemande, c'est magnifique mais ça c'est à l'Ouest. Mais tous les autres, les Polonais, les Autrichiens, les petits pays d'Europe centrale coincés entre l'Ouest et la Russie, victimes des empires, ont fait aussi des choses formidables. Et la Russie elle-même est ambivalente puisque c'était l'autre Europe, celle de l'Est. Tout ceux-là ont participé à la grandeur de l'identité européenne. Si l'on ne se rappelle pas ça aujourd'hui, si on ne l'apprend pas, on ne peut pas comprendre comment on va construire une identité moderne pour demain. Bien entendu, il ne faut pas cacher les catastrophes qui ont détruit l'Europe au XXème siècle, mais à chaque fois on a réussi à en sortir avec de nouvelles créations, mais inachevées et en danger, ce qui m'amène à la deuxième tâche.

Une renaissance a été entreprise après-guerre, il y a 70 ans. C'est un fait extraordinaire, qui est bien trop peu enseigné, qui n'est pas compris comme une renaissance. Il fallait sortir de ces guerres mondiales, on en a tiré des leçons fondamentales. Les jeunes générations devraient être sollicitées : « est ce que vous voulez continuer cette construction, la repenser ? Est ce qu'il faut prendre soin de la communauté européenne, est-ce que c'est une valeur à partager, oui ou non ? ». Et on voit bien que les tendances au repli sont en train de prendre le dessus, mais rien n'est joué d'avance. A propos de la culture européenne, Vaclav Havel a observé que « La communauté européenne a très peu de traditions. » Autant les traditions ont été incorporées dans les légendes nationales, dans les identités nationales, autant l'effort qui fut paneuropéen jadis, cette volonté d'associer des peuples pour un destin commun, toute cette histoire n'est pas apprise. La renaissance d'après-guerre manque cruellement d'incarnation dans les consciences. Réapprendre et dépasser des traditions est une tâche qui m'est très cher.

Tout ceci doit se faire dans le contexte d'aujourd'hui : un monde qui a radicalement changé. La surpuissance de l'économie globalisée, la révolution technologique inouïe, nous entraînent bien au-delà de la Renaissance, de l'écrit et de l'imprimerie. On ne sait pas encore maîtriser la révolution numérique mais on y pense ; et la croissance qui nous est si chère va dans le mur parce que nous avons été les prédateurs de l'environnement.

Cela m'amène à la deuxième partie, les tâches d'une transformation de la civilisation. Humanisme et démocratie : comment repenser, reconstruire ce couple. Les valeurs de la démocratie sont dans les traités, on s'y réfère de façon incantatoire Mais ces valeurs ont pris un coup de vieux, elles ne sont pas partagées. Attention ! Les valeurs ça se retravaille, sinon elles meurent.

Stigmatiser les populismes, c'est souvent une facilité pour les élites, désigner le mal, l'ennemi, mais ils oublient ainsi leurs propres manquements. Dans l'espace anglo-saxon des gens alertent sur la crise du libéralisme il n'est pas apte, tel qu'il s'est développé dans les dernières décennies, il n'est pas apte à faire face aux questions d'aujourd'hui.

Pour ma part je pense que le problème principal est la participation des individus et des peuples à résoudre les problèmes actuels. Il s'agit d'une révolution anthropologique et culturelle. Un mot d'ordre énoncé en anglais, « empowering society », désigne bien l'objectif. Parce que dans leur grande diversité, les gens d'aujourd'hui, en particulier les plus humbles, les plus en difficulté, disposent d'une information sans précédent, mais qui n'est pas structurée, qui n'est pas bâtie, dont on peut faire tout et n'importe quoi. Et ils diront leur mot sur tout, les populistes aussi, qui amènent une dimension du peuple mais il y en a d'autres, il faut retrouver l'unité d'un peuple! Car si on ne veut pas regarder où en est le peuple pour travailler avec lui, on ne va pas s'en sortir. Donc participer est le grand enjeu, c'est tout une culture à inventer. J'ai une expérience, nous avons tous une expérience. J'ai 50 ans d'expérience pour une participation populaire à maîtriser l'économie ; nous avons créé une association pour faire société en Europe. J'aime les efforts de ceux qui créent des solidarités humaines et productives aux échelles locales, régionales, transnationales. Mais aux niveaux national et européen, je déplore une certaine sécheresse, une certaine abstraction, un éloignement des citoyens quand il s'agit d'aborder ces défis.

D'expérience, nous voyons bien que ceci va passer par un dialogue transeuropéen, par des mariages entre des acteurs nationaux locaux et régionaux qui ne se fréquentaient pas mais qui devront se fréquenter. Un des grands défis est une Europe de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie. Tous les philosophes de l'éducation sont là-dessus ou devraient l'être, et le temps n'est plus aux savoirs qui descendent du Ciel des intellectuels. Montaigne a enseigné en son temps que l'expérience est aussi importante que l'Idée. Il n'y pas que Descartes, il y a Pascal. L'éducation sans l'apprentissage en société c'est un échec. Des jumelages systématiques entre des maîtres et des élèves sont à bâtir à l'échelle de l'Europe et au-delà, avec le soutien des familles, ce qui n'a rien d'évident. Il faut créer des universités européennes comme cela se faisait au XIIe et XIIIe siècle, mais plus en profondeur, liées au monde du travail et de la création. L'Europe de la culture, la République des lettres, les encyclopédistes,...la méthode socratique : il faut ressusciter tout ça.

Autre tâche majeure, une nouvelle culture de l'information et la communication. Vous vous plaignez tous de ces réseaux et médias qui font des buzz, qui véhiculent des *fake news*, qui suscitent l'émotion et qui ne permettent pas la réflexion, la concentration et le recul. Les médias présentent particulièrement ce que j'appellerai le spectacle, le théâtre des chefs.

L'Europe c'est l'affaire des chefs, n'est-ce pas ? C'est Madame Merkel, c'est Monsieur Macron, c'est Monsieur Salvini peut-être, en tout cas les gens sont dépossédés de l'idée même qu'ils puissent intervenir eux-mêmes pour définir les choix collectifs. Les bonnes pratiques, que vous vivez dans les associations, dans les réseaux européens, l'imagination des gens et leurs pratiques pour vivre ensemble sont très peu mises à l'honneur et les méthodes de « démocratie participatives sont étroitement encadrées par les Etats, surtout les plus centralisés. « Yes you can ! », vous pouvez bousculer la vieille démocratie et changer le monde, ce message devrait être adressé aux jeunes générations, accompagné des tâches de transmission. La participation pour réinventer l'unité et l'espérance ne peut qu'être l'affaire de tous. Les institutions européennes ne savent pas proposer cela. Les Etats-nations cultivent la préférence nationale. Les géants privés du numérique détournent l'information hors des tâches du bien commun. Des modes de consultation existent, des « grands

débats » sont organisés, mais préemptés par la parole des experts et encadrés par des questions préétablies. Concevoir un dialogue populaire dans l'espace public, à fortiori aux échelles européennes et internationales, une éthique et une culture du débat public, ce sont des sujets extraordinaires. Et tout ceci doit monter « bottom-up », des localités et des régions où les gens vivent les problèmes, ce que des mouvements comme les gilets jaunes ou d'autres ont voulu faire savoir à leur façon. « Wake up call » ils nous disent, « réveillez-vous, revenez sur les territoires pour voir comment le vécu est pensé ».

Le troisième sujet concret c'est l'économie, qui va devoir aussi se réinventer de bas en haut. Prenez le défi de l'écologie : c'est changer l'habitat, les réseaux, les modes d'alimentation, restaurer les sols, les mers... tout ceci se fait localement, régionalement, des réseaux européens sont à bâtir. On peut fixer l'objectif pour l'Europe de 0 émission nette de CO2 en 2050, c'est du pipeau, pardonnez-moi l'expression, si une économie politique n'est pas au rendez-vous, et si tous les acteurs de terrain, particuliers et entreprises, ne sont pas mobilisés et ne peuvent pas s'approprier eux-mêmes des défis. Et croire que la technologie va faire des miracles demain matin ça ne tient pas debout, une technologie ça s'approprie. Et d'autre part la mutation écologique implique des sacrifices, dans la vie il y aura des sacrifices, des disruptions, auxquels les gens ne sont pas préparés. Il faudra aussi être beaucoup plus exigeant sur les politique macro-économiques, sur les budgets et les investissements. Une grande transformation du capitalisme est nécessaire.

J'insiste sur la question de l'écologie, c'est un problème global. L'Europe oublie qu'elle importe des biens, des carburants de l'extérieur, cela n'est pas compté dans les émissions de CO2 sur son territoire ; elle oublie que l'Afrique a besoin de se développer matériellement. S'il n'investit pas massivement en Afrique le club des pays riches peut toujours dire « voilà nous sommes « clean », vertueux, pourtant en ignorant les devoirs de solidarité ils mentent. Si d'autres continents n'ont pas pu se développer nous en sommes aussi responsables, je pense aux africains en particulier. Nous ne pouvons pas prétendre régler les problèmes de l'écologie sans solidarités, or le capitalisme globalisé créé par l'Occident est fondamentalement inégalitaire.

L'immigration est aussi un problème global et l'on ne peut ignorer que les identités nationales d'Europe s'opposent à l'émergence d'un bien commun planétaire. Face au racisme, il y a de la résilience, il y a de très beaux combats dans notre pays. Mais les autres peuples nous font peur et le rejet des migrants est vraiment un test pour la future identité culturelle de l'Europe. Les tentations du repli montent, il y a un ventre mou au niveau des médias et des pouvoirs politiques. On a peur des terrorismes et on n'affronte pas le problème des valeurs à partager entre nous, les musulmans et les autres. Il y a besoin d'un dialogue culturel inter-civique en quelque sorte. Un gros travail de partage des valeurs est nécessaire pour accepter de vivre ensemble dans la diversité. Nous allons devoir apprendre à valoriser les migrations, et l'accueil et l'intégration sont aussi importants que l'ouverture à l'extérieur. Il n'y a pas l'un sans l'autre, mais il faut l'un et l'autre. L'Allemagne a su accueillir et intégrer des réfugiés. Mais elle préfère attirer les talents, les gens qualifiés, tant pis pour les pays pauvres. Les pays baltes, l'Europe de l'Est ont été vidés d'une partie importante de leur jeunesse qualifiée. La question des migrations est un des grands problèmes de géopolitique non résolus, qui appellent à une nouvelle vision du monde.

L'Europe est dans le bloc occidental, mais faut-il continuer d'appartenir à un bloc ? Etablir une coopération durable avec la Chine, avec la Russie, nous réconcilier avec nos voisins, sont de grands défis identitaire. Quelle humanité avons-nous en perspective ? Claude a très bien fait d'aborder ça tout à l'heure, ces problèmes de solidarité et de culture vont monter à l'échelle planétaire.

Citoyenneté est un mot ambigu, car il a pris la connotation nationale. Les jeunes pensent qu'en étant citoyens français ils pourront aussi être citoyens du monde. Pas du jour au lendemain ! C'est beaucoup trop compliqué, la citoyenneté est complètement ancrée dans le roman national, c'est donc un mot à prendre avec beaucoup de précautions, d'autant qu'il n'y a pas d'institutions mondiales auxquelles les gens puissent directement participer. Il faut bâtir des relations entre toutes les parties du monde, une sorte de connaissance mutuelle, de sagesse des nations. On a parlé jadis de la fin de l'Histoire, c'était dans l'esprit de la culture européenne universaliste ! Il faut s'en distancier avec humilité, tirer les leçons de nos faillites, des catastrophes que nous avons provoquées. L'Histoire continue, c'est une tâche infinie. On devrait viser une sagesse des Nations, apprendre à partager les valeurs et les projets, ensemble construire les biens communs de l'humanité, une nouvelle culture de l'humain lui-même, faire richesse de sa diversité. La pensée de Nietzsche, n'était pas sans défauts je termine là-dessus par une belle citation prise dans « Le Gai savoir : « Nous autres hommes nouveaux, innommés, difficiles à comprendre, précurseurs d'un avenir encore non démontré, nous avons besoin, pour une fin nouvelle, d'un moyen nouveau, je veux dire d'une nouvelle santé, d'une santé plus vigoureuse, plus aiguë, plus endurante, plus intrépide et plus joyeuse que ne furent jusqu'à présent toutes les santé ». Comment pourrions-nous nous satisfaire de l'homme d'aujourd'hui ?

b) Barbara TOCE

Merci beaucoup pour cette invitation, il est très important pour moi d'y participer, non seulement pour mon rôle au sein du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, mais aussi pour mon origine italienne, l'Italie étant l'un des pays où ces points sont très forts. Et le populisme, la nouvelle politique a changé toute la situation, surtout chez les jeunes, donc c'est un moment très triste pour moi en Italie.

Mots clés : cohabitation, préjugés, diversité, identité, reconnaissance.

La cohabitation entre des personnes et des groupes sociaux appartenant à des cultures très différentes est l'un des problèmes les plus complexes des sociétés de notre temps. Cette complexité est devenue encore plus évidente par rapport au flux croissant d'immigrants qui voient en Europe la possibilité d'échapper à la guerre et même à la faim qui sévissent dans leur pays d'origine. Il s'agit de réaliser des conditions de coexistence civile et de réciprocité en combinant les cultures et les identités sociales, à travers des processus d'intégration, parfois difficiles mais néanmoins

indispensables, en échappant aux simplifications idéologiques faciles et stéréotypées et en utilisant, à la place, les outils d'analyse et d'intervention que les sciences psychologiques et sociales peuvent fournir.

La question de l'intégration entre les personnes et les groupes sociaux caractérisés par des appartenances différentes est l'un des problèmes centraux de la coexistence civile dans les sociétés de notre temps. Sur le fond, par exemple, la recherche scientifique a montré la pertinence de phénomènes tels que la pensée préjudiciable, ainsi que la complexité des processus identitaires.

Ce sont des questions qui constituent une sorte de fil conducteur à la base de la coexistence entre "individus différents", et qui traversent tout le processus d'intégration, souvent plus problématiques qu'on ne le voudrait, surtout en réfléchissant aux nombreuses catégories auxquelles la "diversité" se réfère : genre, socioculturel, psycho-social, sociocognitif, etc.

En général, les contacts entre les différents groupes sociaux peuvent contribuer à exacerber les préjugés, d'où l'importance de créer des conditions adéquates à la coexistence : nécessité de coopération, égalité de statut, soutien institutionnel, temps nécessaire. En fait, il s'agit de conditions de type sociologique, qui, bien qu'importantes, ne sont pas toujours présentes dans la vie quotidienne.

Il faut ajouter à cela la nécessité que chaque être humain soit socialement reconnu comme tel. Il s'agit, évidemment, d'un problème fondamental des processus qui caractérisent la coexistence civile et démocratique entre les personnes ; celle-ci (indépendamment des différences de race, de sexe, de culture, de religion, etc.) a besoin d'être reconnue comme une égale dignité.

En fait, la question de la "reconnaissance positive" de l'autre et de sa culture d'origine peut être plus complexe qu'il n'y paraît, étant donné qu'il n'est pas toujours facile (et parfois il peut être impossible) de combiner des coutumes et des traditions qui se réfèrent à des cultures très différentes.

Dans l'ensemble, la question de l'intégration "entre" (et non pas simplement "de") des personnes appartenant à des cultures très différentes est indispensable mais présente parfois (comme l'indiquent les faits dans diverses villes européennes) quelques complexités.

Le nombre croissant de migrants qui viennent en Europe constitue un défi crucial pour tous les niveaux de gouvernance, qui appelle des mesures adaptées et efficaces dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. Les collectivités locales et régionales qui, en tant qu'autorité publique les plus proches de la population, sont les premières à intervenir dans toute situation d'urgence, ont la responsabilité d'assurer aux migrants nouvellement arrivés l'accès aux principaux services publics (logement, santé, éducation) sans aucune discrimination.

La réalisation de l'égalité des chances pour tous les migrants est au cœur de nos travaux au sein du Congrès. Au fil des années, nous avons acquis une expérience considérable dans le domaine

de l'intégration avec l'aide des élus locaux, qui sont confrontés chaque jour aux défis de l'inclusion et de l'intégration.

La coopération entre le secteur public et la société civile est la clé pour prévenir et combattre la ségrégation socioculturelle dans les quartiers, les institutions et les espaces publics, le rôle des autorités locales est donc très important. Les collectivités locales et régionales peuvent contribuer, par des projets sur le terrain, à renforcer la compréhension mutuelle entre la société d'accueil et les nouveaux arrivants.

Parmi les mécanismes efficaces, on peut citer le partage des bonnes pratiques au niveau local et régional, la mise en place de codes de conduite pour les fonctionnaires et les partis politiques, et l'organisation de campagnes de sensibilisation axées sur les conséquences négatives des discours de haine.

Et dans ce contexte, le Congrès a adopté plusieurs recommandations et résolutions dont je ne lis que les titres : dialogue interculturel et interreligieux ; initiatives et responsabilités des autorités locales ; accès effectif aux droits sociaux pour les immigrés ; le rôle des autorités locales et régionales ; et le rôle des organisations non gouvernementales ; le développement d'indicateurs de cohésion sociale : l'approche locale et régionale concertée ; l'amélioration de l'intégration des migrants par des politiques locales de logement ; l'approche sociale de la lutte contre le racisme au niveau local et régional ; l'égalité et la diversité dans l'emploi local et la prestation de services ; les cités interculturelles ; l'intégration culturelle des femmes musulmanes dans les villes européennes ; relever le défi des tensions interconfessionnelles et interculturelles au niveau local ; l'éducation à la citoyenneté démocratique - des outils pour les villes ; l'intégration par le biais de l'auto-emploi : promouvoir l'entrepreneuriat des migrants dans les municipalités européennes ; promouvoir la diversité à travers l'éducation interculturelle et les stratégies de communication ; organiser des activités interculturelles et interreligieuses : une boîte à outils pour les autorités locales ; de l'accueil à l'intégration dans : le rôle des autorités locales et régionales ; les enfants réfugiés non accompagnés : le rôle et les responsabilités des autorités locales et régionales ; le droit de vote au niveau local comme élément d'une intégration réussie à long terme des migrants dans les municipalités et régions d'Europe.

A mon avis, l'éducation linguistique devrait tenir compte du contexte spécifique du migrant. L'école, par exemple, est particulièrement importante, à la fois en général comme une occasion pour les jeunes d'apprendre à combiner les similitudes et les différences entre la culture de leur propre contexte de vie et celle d'autres pays, et, en particulier, en raison de la présence croissante des immigrés de deuxième génération.

L'école est certainement un élément très important dans le processus d'intégration, mais elle ne suffit pas à elle seule. Les familles immigrées doivent à leur tour être impliquées dans des processus d'accueil qui les aident à s'intégrer dans de nouvelles communautés tout en respectant les valeurs humaines et sociales. Par exemple, dans certaines villes de ma région, il y a eu des projets d'intégration exemplaires avec l'inclusion du père dans le monde du travail et la possibilité pour les

mères qui ne pouvaient pas travailler d'assister à des cours d'enseignement de l'italien et de petits projets sociaux, afin de se connaître et d'éviter l'isolement.

Aujourd'hui, en Italie, nous assistons malheureusement à des phénomènes extrêmement graves à l'encontre des immigrés, principalement en raison d'une politique populiste et d'une exaspération économique et sociale qui voit dans l'étranger un sujet totalement étranger, à renvoyer. Je crois que, dans ce sens, le Conseil de l'Europe, dans le respect des droits de l'homme qui le distingue, peut soutenir et aider efficacement les autorités locales dans des processus de connaissance mutuelle qui peuvent au contraire nous faire comprendre la richesse de l'hospitalité et de l'intégration. Mais il est tout aussi important de comprendre la raison de certains flux migratoires afin de mettre en place des projets qui peuvent contenir certains phénomènes et en même temps être utiles et soutenir les collectivités locales.

c) Antoine GODBERT

M. Antoine GODBERT remercie M. Philippe Herzog.

Il me revient le difficile exercice de représenter les collectivités françaises, et de vous donner donc des exemples d'actions qui peuvent nous permettre de garder l'espoir.

Tout à l'heure, Philippe HERZOG a terminé sa présentation avec Nietzsche, même si au démarrage j'ai plutôt compris qu'il voulait terminer sur Hegel et Fukuyama, moi je dirais deux mots simplement kantien, je parlerais d'abord des conditions de la connaissance, avec l'Histoire et la Géographie.

Sur l'Histoire, je voudrais rajouter deux choses à ce qu'a dit Philippe Herzog tout à l'heure. Il nous a rappelé l'importance de cette période qui court entre la fin de l'empire romain et les Lumières. Je dirais deux choses : la première c'est que si l'Europe a pu émerger comme idée, c'est qu'elle s'est basée à la fois sur la valeur de la liberté individuelle, dont les fondements remontent au XVIème, et surtout du XVIIème siècle. Mais elle a aussi fait, à partir du moment où elle a été représentée à l'extérieur du monde, comme étant le continent des libertés communales, des libertés des cités, et cela émerge dès la fin du Moyen Âge. Ceci vous explique pourquoi, quand Claude tout à l'heure vous a donné quelques éléments sur ma vie, j'ai eu la chance d'avoir 3 parts dans ma vie. J'ai été professeur de géopolitique pour analyser les faits ; j'étais ensuite haut-fonctionnaire pour participer à la construction souvent administrative de l'Europe ; et pourquoi je termine donc par un moment consacré aux libertés des municipalités.

Je pense, et je vais essayer de vous le démontrer, que ce renouveau que nous attendons dans la représentation que nous pouvons avoir de l'Europe peut naître de cet engagement dont parlait P. Herzog, au plus proche des citoyens, dans les collectivités. Je vais le dire avec toute l'humilité du français qui doit à chaque fois subir la critique des autres pays européens en disant : c'est facile de

parler pour les collectivités quand vous êtes français, parce que vous en avez énormément. La moitié, dit-on en général, des collectivités européennes. Et c'est vrai, que comme vous le savez, parmi les 33000 communes françaises, plus de la moitié ont moins de 500 habitants, et 85% ont moins de 2000 habitants. Il y a donc une très grande chance que tout français ou toute française, à un moment ou à un autre, sera un élu local. C'est pour cela que je m'exprimerai pour les collectivités, mais tout en étant quand même réduit à ce que je suis, c'est-à-dire l'élu d'une cité urbaine, qui est donc Tours, qui fait 140 000 habitants, dans une métropole de 300 000 habitants. C'est important d'être élu d'une collectivité urbaine, parce que je pense que ce sont aussi les libertés urbaines qui ont créé l'idée européenne, du même type que la volonté de créer des institutions régissant l'ensemble de l'Europe. On se rappelle les modèles de Georges de Podebrady ou de « Crusset ? » à la fin des XVI et XVIIème siècles. C'est à la fin du Moyen âge les libertés communes qui ont peut-être créé aussi l'espoir pour aujourd'hui. On m'a demandé de traiter trois parties, très clairement, Claude l'a rappelé tout à l'heure, quels peuvent être les défis et quels seront les freins, quelles peuvent être les actions que vous avez développées.

En tant qu'élu local, je passais beaucoup de temps dans les associations d'élus locales, et je voulais d'ailleurs rendre hommage à mon collègue Andreas WOLTER, qui n'a pu être là, et avec lequel nous nous voyons souvent, pour continuer à espérer à ce que les collectivités françaises et allemandes continuent à porter un espoir, en particulier à travers les jumelages, dont a parlé tout à l'heure P. Herzog.

Les défis, c'est d'abord de mettre en avant dans nos collectivités la symbolique européenne. Ça vous semble peut-être un peu simpliste, mais c'est de plus en plus difficile. Pour écouter l'hymne, pouvoir avoir le drapeau, pouvoir avoir des éléments que l'on transmet, qui représentent l'Europe, que l'on peut offrir, sur des choses qui sont à la fois simples et tellement nécessaires.

Autre défi, c'est très important que nos amis de d'autres pays puissent continuer à participer au jeu démocratique, en étant sur des listes. Au niveau d'une collectivité, quand je suis dans mon bureau de vote, et que j'ai ce cahier spécial pour les membres de l'Union européenne, je suis toujours un peu choqué car c'est à la fois un cahier spécial, et à la fois c'est le symbole de l'intégration dans la vie municipale, et ça c'est très important qu'on puisse avoir cette possibilité de continuer d'échanger, d'avoir ce dialogue dont a parlé Barbara TOCE, aussi à l'intérieur du vote démocratique aux municipales.

Aussi, il est important dans cette symbolique, que les jumelages, les actions européennes, soient dans les documents de présentation et de communication des collectivités. Ce n'est pas toujours le cas et ça me semble être un élément clé pour montrer cette intégration dans l'ensemble du continent européen.

Le deuxième défi, c'est tout simplement de valoriser le rôle de l'Europe dans le développement territorial. Vous le savez en tant qu'association qui bénéficie de fonds européens, on ne le dit jamais assez, que tel ou tel projet a pu être réalisé grâce à des fonds européens, et c'est important de le rappeler au niveau local, parce que beaucoup ne sont pas forcément au courant que des projets ont souvent pu être montés avec de l'argent européen.

Deuxième chose, c'est que les députés européens puissent participer à la vie démocratique locale. Cela a été rappelé par Claude, je suis vice-président du Mouvement européen. Nous avons eu un débat avec le gouvernement parce que nous souhaitons que les députés européens en France puissent continuer à être élus dans un territoire qui permette de se faire connaître, et pas seulement au niveau national. Ce n'est pas simplement pour contester une liste nationale, mais il est important lorsqu'il y a une manifestation, que les citoyens puissent reconnaître, aux côtés du député, du sénateur, du maire, leur député européen, comme un membre à part entière de la vie démocratique. Enfin, il est important, sur le sujet de l'immigration, que l'on dise à nos jeunes qui arrivent d'autres horizons, quelle a été cette histoire européenne. Comme l'a dit P. Herzog, l'histoire européenne n'a pas toujours été simple ou lisse, et c'est important de pouvoir en permanence parler de ces difficultés rencontrées pour trouver une vision commune.

Troisième défi : créer un environnement favorable au déploiement de l'idée européenne. Beaucoup ont oublié ce qu'était cette idée européenne, moi j'ai la chance de faire partie d'une génération où je ne pourrais jamais l'oublier, parce que j'ai vécu à la fois la joie de la chute du mur de Berlin, et l'immense tristesse des guerres de l'ex-Yougoslavie. Ma génération restera en permanence marquée par ces deux événements. Ce n'est pas toujours le cas des plus jeunes générations, qui voient toujours les affrontements ou la joie dans d'autres espaces ; des espaces avec plus de dynamisme peut-être pour la joie par rapport à la vie culturelle ou économique, mais parfois aussi plus de désespoir par rapport aux conflits qui peuvent ensanglanter d'autres continents.

Deuxième chose par rapport au fait de créer cet environnement favorable au déploiement de l'idée européenne, c'est tout simplement de favoriser aussi à notre niveau local des projets transverses, pas uniquement d'une autorité, ou d'un aspect. L'Europe, c'est d'abord la construction ensemble. Cela veut donc dire qu'on fait des projets pas tout seuls mais avec les autres. Et plus on fait de projets communs dans une collectivité, plus l'idée européenne percoler. Et ça c'est important de le redire, en France on est souvent très heureux de dire qu'on monte un projet tout seul, car on est meilleurs, parce qu'on a notre spécificité française ! Non, cet idéal du travail en commun, c'est un idéal européen !

Enfin, c'est important pour créer un environnement favorable au développement de l'idée européenne, de souscrire au programme de l'Europe de la citoyenneté, de ce qui se fait ici au Conseil de l'Europe, de permettre qu'il soit mieux connu, que ce que fait l'Union Européenne aussi, d'avoir une communication, au niveau local, sur ce qui s'y fait.

Alors tout ça c'est bien beau, mais comment, malheureusement, ne sommes-nous pas avec une énorme europhilie dans les territoires ? C'est parce qu'il y a un certain nombre de freins. Je vais en dire trois et je pourrai malheureusement en citer beaucoup plus.

La première c'est la manière dont nos collectivités sont organisées. C'est vrai en Italie, en France, le niveau de compétences : comment savoir à qui on s'adresse ? Qui est compétent pour quoi ? Plus on a de collectivités, plus on dit que la démocratie est respectée, plus on a l'impression d'être proches du citoyen, plus la complexité impose ses difficultés. Or, aujourd'hui, et cela a été appelé par Claude quand elle a évoqué la plateforme sur laquelle vous travaillez, c'est toujours difficile de mettre en place des plateformes où tout le monde peut travailler. C'est vrai que

malheureusement aujourd'hui en France, après la réforme que nous avons eue sur la loi Notre et les process de 2014 à 2016, beaucoup de citoyens ne savent pas à qui s'adresser entre les différents niveaux de collectivités.

Deuxième chose, la réponse qui est souvent donnée c'est qu'on a créé avec cette nouvelle loi, un acteur qui est européen ou universel par essence, c'est la métropole. Et ça, c'est un danger. Je suis élu métropolitain, mais ça voudrait donc dire que les idéaux ne sont portés que par cette civilisation urbaine. Or, aujourd'hui, on a une opposition aux valeurs européennes qui se situe dans les zones que l'on pourrait considérer comme déconnectées de cette vie entre les métropoles. Quand P. Herzog nous parlait tout à l'heure de l'Europe des lettres ou de l'Europe des étudiants au Moyen âge, elle se surimposait aux affrontements entre Etats, mais il y avait des zones qui y échappaient, celles où on n'avait pas créé d'universités. Et aujourd'hui, ces zones ne sont pas les premières, et elles existent en France, en Italie, en Allemagne, au Royaume-Uni, ce sont des zones qui ne se reconnaissent pas dans les valeurs européennes. C'est sur celles-là qu'il faut d'abord travailler. Et c'est pour ça que si on voit qu'il y a les métropoles qui voient loin, au niveau mondial, global, qui voient de manière mondialisée, cela ne suffira pas, il faut aussi regarder au plus proche de nous. Et c'est vrai en Ile-de-France par exemple pour nous, c'est vrai pour les zones oubliées des pourtours européens. Ici à Strasbourg, demandez à un Ardennais comment il se retrouve quand Strasbourg est maintenant sa capitale régionale ? Il y a parfois, comme cela, un certain nombre de représentations qui ne sont pas faciles.

Dernier point, nous avons créé des technobureaucraties. Pas parce qu'on aimait ça, mais parce que les dossiers qui devaient être créés pour faciliter la vie des citoyens dans les collectivités étaient de plus en plus complexes. Et tant qu'on aura ce discours qui est valable pour les collectivités, comme contre les institutions européennes, en disant : il y a trop de fonctionnaires ! Quelle est la conséquence ? On réduit le nombre des fonctionnaires, donc on prend les meilleurs. Mais on prend les meilleurs qui ne voient plus quelle est la vie réelle sur le terrain. Et tant qu'on aura cette fascination du technocentré, je crois que malheureusement on aura sur le plan local, la vie démocratique en sera largement amputée.

Deuxième obstacle, les obstacles culturels. Il y a un désintérêt global des jeunes générations pour l'Europe institutionnelle, ou les Europes institutionnelles. Paradoxalement on le voit aux élections européennes, ce sont les plus vieux qui vont majoritairement voter, peut-être parce qu'ils ont connu des périodes délicates. Alors que les jeunes, cela ne leur parle plus de dire que l'Europe c'est la paix, tout simplement parce c'est là-dedans qu'ils vivent, et que ce sont leurs difficultés parfois à comprendre quand les jeunes migrants arrivent, et qu'ils leur disent qu'ils partent parce qu'ils sont dans des zones de guerre, et qu'ils sont obligés d'en fuir, compliqué de pouvoir le faire. Les jeunes qui sont favorables à l'Europe sont de plus en plus motivés, mais à l'inverse ceux qui sont de moins en moins européens sont aussi de moins en moins motivés. Donc on a une césure dramatique parmi les jeunes.

Enfin, heureusement, on a les mobilités. Les deux types : grâce aux outils des nouvelles technologies qui permettent aux jeunes de vivre dans des communautés où ils créent leurs propres règles, et puis les mobilités qui permettent de découvrir un autre pays, une autre société.

Dernier point par rapport à ça, j'ai quand même un espoir que les grandes questions multilatérales dont parlait P. Herzog, notamment l'environnement, notamment le développement durable, sont maintenant des éléments qui rassemblent les eurosceptiques et les europhiles, et ça peut être une manière pour demain de dialoguer, de débattre des questions planétaires.

Enfin, je terminerai par un autre obstacle qui me semble fondamental, ce sont les médias. Je ne parle pas ici des médias nationaux, des médias européens, je parle des médias locaux. Les grands journaux locaux en France se disent tous « eurofana », euro-favorables. Regardez les papiers dans les presses locales, dès que vous avez un mouvement eurosceptique un peu passionné, il aura le droit à une pleine page. Pourquoi ? Parce que les médias locaux, comme les médias nationaux, veulent du combat. Ils veulent du passionné, du pulsionnel, du « buzz » sur le conflit. On a une conflictualité qui est mise en avant dans les médias, or, l'Europe ce n'est pas la conflictualité. Elle l'a subie, la conflictualité. Je crains donc que si on ne fait pas un effort sur la formation des journalistes locaux, on aura toujours des difficultés. Et comme l'a dit P. Herzog, depuis quelques années, les réseaux de jeunes qui s'auto-génèrent où les *fake news* peuvent rentrer et continuer à tourner, se surimposent à des médias locaux qui ne sont pas toujours ouverts sur l'Europe.

Dernièrement, nous sommes tous favorables à la formation, à l'éducation tout au long de la vie, au rôle fondamental des professeurs. Toutes les études montrent que les professeurs, par rapport à il y a 20 ans, ne sont plus convaincus par l'Union Européenne, par le Conseil de l'Europe, par les idéaux européens. C'est donc la formation des professeurs qui doit être repensée, car aujourd'hui, ce n'est plus si sûr qu'ils soient par essence favorable à l'Europe parce qu'ils sont par essence favorables à la formation.

Alors, maintenant, pour terminer, les actions que nous menons pour nos collectivités, les projets européens transverses qui sont notre vie de tous les jours, les jumelages. Certains ont deux générations, l'important maintenant c'est d'aller au-delà de ces deux générations pour convaincre les plus jeunes. On a à Tours un jumelage avec la ville allemande de Müllheim, on a du mal à impliquer les jeunes. On doit utiliser trois vecteurs : la culture, représentations théâtrales, participation commune à des concerts ; aborder des sujets nouveaux, comme l'insertion, notamment des migrants ; le développement durable.

On espère beaucoup dans le franco-allemand, que le nouveau traité de l'Élysée permettra d'avoir des fonds pour ces nouveaux jumelages sur des problématiques plus neuves. On met en avant également des partenariats stratégiques Erasmus. Je vous en donne deux en exemples : un sur la gastronomie, qui est une bonne manière de faire dialoguer. Le deuxième, autour du patrimoine culturel, avec la chance, qu'on va dans un autre pays, d'un découvrir un nouveau, et de se dire qu'on est tous des touristes culturels qui nous enrichissons de patrimoine dans tous les

pays, avec ce bémol que les plus jeunes ne sont pas forcément les plus intéressés à découvrir du patrimoine historique.

Nous avons une Maison de l'Europe, donc nous soutenons ces initiatives. Cela a été rappelé par P. Herzog tout à l'heure, nous appartenons tous à une maison commune. Avoir des petites maisons où tous les européens se retrouvent au niveau local pour reproduire le schéma symbolique géopolitique, c'est important aussi pour que les associations puissent se retrouver, et pour qu'elles ne soient pas situées que dans les centres-villes. Les Maisons de l'Europe sont souvent situées dans les centres-villes, alors qu'il faudrait les mettre dans les quartiers où on pense le moins à l'Europe.

À Tours, on a la chance d'avoir un quartier qui s'appelle « Europe », c'est un quartier de la politique de la ville très difficile, où tout le monde souhaite ne pas aller, et c'est forcément là que nous nous souhaitons que s'incarne le défi pour pouvoir continuer à espérer que nos valeurs et que l'idée européenne puissent être portées par les collectivités locales, et sans ces collectivités, j'ai peur qu'on ne fasse que retomber dans l'Europe institutionnelle, qui a son importance, mais qui est insuffisante pour créer le plus important, c'est-à-dire du lien humain. Je vous remercie.

[d\) Andreas WOLTER, lu par M. Karl DONERT](#)

Chère Mme Vivier Le Got,
Chers conférenciers,
Mesdames et Messieurs,

Malheureusement, je ne dispose également que de 5 minutes environ et je vais donc être bref et évoquer quelques points.

Chaque jour à Cologne, nous vivons l'idée européenne en termes de jumelages de villes, d'échanges d'étudiants et d'élèves, de projets techniques européens communs, d'échanges administratifs, de relations économiques et de voyage privé.

Toute l'année, il y a des manifestations d'associations de soutien, de cercles d'amitié, de clubs et de fondations qui ont un cadre européen. Il s'agit d'expositions, de conférences, de concerts, de conférences, de lectures et de manifestations d'information.

Le centre de formation pour adultes (Volkshochschule) de Cologne et le Centre de documentation européenne de l'université de Cologne ont une mission éducative vis-à-vis de l'Europe.

Des manifestations telles que des conférences, des tables rondes et des excursions - pour ne citer que quelques exemples - offrent de nombreuses possibilités d'information et de contribution.

Les thèmes de cette année sont les suivants :

- Où va l'argent de l'UE ?
- "Dix règles pour sauver la démocratie"
- L'Europe et la Turquie - la relation doit-elle encore être préservée ?
- Combien d'Europe y a-t-il à Cologne ?

- Vivre et travailler en Europe
- Élections au Parlement européen
- "Animer l'Europe" - Exposition
- Pour qui devrais-je voter ?
- Debriefing - L'Europe a voté
- Brexit - La fin de la partie ?

Mais surtout, il n'y a guère de conscience des liens et des dimensions européennes.

Cela a changé avec la discussion Brexit, elle montre clairement à un large public l'importance de l'Europe et montre que, dans la sphère publique, nous mettons bien trop peu en avant ses côtés positifs : les relations économiques fondamentales, mais aussi la liberté de circulation, les droits des travailleurs, les normes sociales et environnementales.

Au contraire, l'Europe apparaît souvent dans la presse et dans les discussions quotidiennes comme la cause de mauvaises décisions gouvernementales ou administratives nationales.

Ces éléments ne créent pas une image positive de l'Europe.

Le Traité de Lisbonne (2007) et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2009) constituent une bonne base pour le sentiment communautaire.

Ma conviction est la suivante : le travail européen quotidien doit être expliqué !

Je suis attaché aux valeurs européennes, lorsque je participe officiellement à une Gay-Pride dans les villes jumelées de Katowice (Pologne) et de Cluj (Roumanie) et que je rencontre officiellement dans ce contexte les dirigeants conservateurs des villes.

Il y a un décalage entre la réalité quotidienne européenne et la perception du public.
Et il y a un fossé entre les générations.

Des enquêtes ont montré que les jeunes citoyens ont une attitude et une identification européenne beaucoup plus prononcées et positives que les personnes plus âgées.

L'affirmation de l'Europe ne signifie cependant pas en même temps une image positive de la politique et du travail administratif européens.

L'idée européenne est toujours fascinante, mais le résultat est moins convaincant pour de nombreux électeurs.

Pour finir :

Je recommande : agissez positivement, et parlez-en !

Nous devrions aussi montrer beaucoup plus souvent dans les projets de l'UE qu'il s'agit d'un projet de l'UE.

Nous ne devons pas poser une pierre commémorative immédiatement, comme c'est la coutume dans certains pays, mais ce serait certainement approprié pour certains projets.

Je n'entends pas par là une campagne d'images vides de contenu, mais au contraire une campagne offensive et crédible.

Si nous voulons une Europe à large assise, une Europe des citoyens, des personnes et des consommateurs, et non une Europe des lobbyistes, nous avons besoin de transparence, d'ouverture et de nombreuses discussions.

Ma conviction est la suivante : le travail européen quotidien doit être expliqué !

Je vous remercie de votre attention.

3) Echanges avec les OING et conclusions

M. Philippe HERZOG

Un complément dans l'esprit d'Antoine sur les collectivités territoriales, sur le problème des acteurs associatifs, civils, syndicaux. Mon expérience est celle de la société civile européenne qui se formait dans les années 1990 à l'époque de Jacques Delors. Le dialogue social, les comités d'entreprise, les fonds de cohésion ont été créés. J'ai été rapporteur du Parlement Européen sur la participation des citoyens et des acteurs économiques et sociaux aux actes européens. Sous la présidence Prodi ce souci s'est prolongé... Mais il me semble que le souffle n'est plus là.

Quand Tocqueville se demandait « quel est le fondement de la démocratie ? », il répondait : « c'est la liberté d'association ». Qu'est-ce que dit Kant à propos de l'idée de Fédération européenne ? Qu'elle repose sur « la libre association des peuples ». Malheureusement la situation des associations n'est pas bonne en ce moment. Le problème des moyens est criant, les associations sont instrumentalisées pour le travail social que l'Etat a du mal à assumer mais ne sont pas écoutées au niveau politique... Le problème du déploiement d'une vie associative capable d'entrer dans les choix collectifs est posé. Par exemple dans le champ écologique des associations sont porteuses de causes, mais assument mal le nouvel équilibre à trouver entre l'environnement et les besoins sociaux. Le dialogue social à la Jacques Delors on n'en parle plus du tout ! À quoi servent les comités d'entreprise ? Les bons exemples que j'ai connus, par exemple pour l'habitat urbain, pour le nettoyage industriel et d'autres, tout ça reste dans l'ombre.

Je crois- j'ai peut-être tort-, que la société civile que nous avons commencé à bâtir est en reflux. Cela n'intéresse pas les institutions centrales étatiques ou européennes qui négligent les potentiels et les efforts des acteurs de terrain.

Dans le transfrontalier il se passe pourtant des choses très intéressantes, plus que des jumelages, la création de services publics transeuropéens par exemple. Il faut faire remonter l'expérience des associations et saisir leurs potentiels.

J'insiste aussi sur le rôle des enseignants. Par exemple, on ne peut pas enseigner l'Europe de la même façon à Tourcoing ou à Nîmes. Pour un Nîmois, on va apprendre l'histoire de l'Europe à partir de « la Méditerranée et nous ». A Tourcoing, c'est plutôt « la Flandre et l'Europe du Nord et nous ». Tous ces efforts pourraient converger pour que l'Europe entre dans les consciences là où vivent les gens, sur les territoires. Dans les entreprises aussi. Pas seulement les grandes- nous avons essayé de lancer un concept d' »identité d'entreprises européennes« - mais toute la masse des

petites et moyennes entreprises. C'est de tous ces côtés-là que vont monter les nouvelles idées de fabrication de l'Europe. Il faut se poser la question de l'état des lieux des associations et des solidarités.

Dans ce même esprit je reviens sur la question de l'élargissement de l'Union. La façon dont elle a été comprise par nos populations, nos acteurs, nos associations, et nos dirigeants politiques de l'Ouest, c'est un désastre. Nos concitoyens ont très mal accueilli des Bulgares, des Roumains, des Polonais, des Hongrois ; les nouveaux arrivants nous gênent. La conviction de 80% de la population française est que ça se passe mal depuis qu'on a élargi. « Je ne veux pas du Monténégro et de l'Albanie » dit notre président, même s'ils font des efforts énormes. L'Union perd son image dans le monde d'aujourd'hui quand elle ferme les portes. On manque un rendez-vous historique. Au fond les Etats-Unis d'Europe, c'est une idée venue de l'Ouest. Est-ce qu'on veut que l'avenir de l'Europe se pense comme un club de riches qui se protègent? Oui mais il faut regarder qui sont les autres peuples, d'où ils viennent, quelles sont leurs aspirations.

Si on ne comprend pas que le sujet d'aujourd'hui c'est la grande Europe et sa place dans le monde, et non pas seulement consolider l'Europe des origines, avec la réconciliation allemande au cœur, mais élargir l'horizon, on n'a pas compris quelque chose de fondamental. Il y a l'épreuve de l'altérité dans la question du rôle d'une société civile, j'insiste lourdement là-dessus car c'est complètement sous-estimé.

Je finirais d'un mot à propos du Brexit, Denis MacShane, ancien ministre, a dit « Ce sera BrexEternity ». Je réutilise autrement cette formule. Ce n'est pas seulement parce qu'ils vont avoir un mal fou à sortir. Mais surtout parce que notre relation avec les Britanniques est un enjeu fondamental. Comment penser notre rapport réciproque ? Cela exige d'impliquer nos sociétés en profondeur.

Avant le référendum de 2016, autour du King's College de Londres, nous avons voulu créer un petit réseau en vue d'un débat public, nous avons compris que c'était un problème d'identité, et pas d'utilité. Ce débat n'a pas été possible! Est-il toujours impossible aujourd'hui ? Posons-nous la question pour l'avenir ! Ceci vaut aussi pour les Polonais, les Hongrois ; si on crée des barrières mentales on ne va jamais s'en sortir

[M. Gilbert FLAM \(Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme - LICRA\)](#)

C'est plutôt une interrogation et un malaise par rapport à ce que j'ai entendu. Je comprends mieux le « s » entre parenthèses. J'ai entendu beaucoup parler à l'instant, et c'est très intéressant, parce que c'est un débat que nous connaissons tous au sein de l'Union Européenne, sur la notion d'identité, mais dans le cadre de l'Union Européenne. Je crois que là nous sommes dans une autre instance beaucoup plus large. J'aurais aimé que cette problématique soit abordée, en sachant que les deux ensembles se sont construits sur des bases différentes. La première, on est partis du marché, la deuxième, on est partis des valeurs, autour de la Convention européenne des droits de l'homme. On pourrait rajouter « citoyen » parce que j'y tiens, peut-être parce que je suis français, mais ça renvoie aussi à une forme d'attachement ou de rattachement à une communauté de valeurs et un mode de fonctionnement.

Ce malaise et cette interrogation, que devons-nous dire de cet ensemble nouveau qui est à construire au niveau du Conseil de l'Europe.

[M. Guy SCHLAEDER \(Union professionnelle internationale des gynécologues et obstétriciens\)](#)

Je suis un Européen convaincu ! Je vais poser deux questions d'ordre très général.

- 1) Faut-il réguler le flux des migrants, oui ou non ?
- 2) Faut-il sélectionner les migrants selon leurs aptitudes professionnelles, ou leur expérience professionnelle, oui ou non ?

[M. Harry ROGGE \(European Association of Geographers\)](#)

Je voudrais faire le lien avec les deux derniers orateurs qui ont fait quelques remarques qui m'ont marqué - comme peut-être nous tous - en tant que géographe et aussi en tant qu'éducateur, qui a 25 ans d'expérience dans le domaine des affaires internationales et de l'éducation. Comme l'a dit le dernier orateur, de la bouche de mon vice-président Karl Donert, il est important de parler du travail quotidien, et de l'expliquer. La plupart des subventions viennent de Bruxelles et non de Strasbourg, je pense qu'avant d'aller plus loin dans la discussion, il est très important que les valeurs européennes soient connues car l'ignorance nourrit le populisme et l'euroscpticisme. Quand on en sait plus, on comprend plus, on accepte plus et on apprécie plus. Je vous remercie.

[M. James BARNETT \(Commission intereuropéenne sur l'église et l'école \[ICCS\]\)](#)

Je m'intéresse beaucoup à ce que vous dites sur le Brexit et sur deux observations également. Mais je pense qu'il y a une question plus importante : notre épouse et moi nous avons pris la citoyenneté française il y a 13 ans parce que je soupçonnais un éventuel Brexit. Et pour le travail que nous faisons ici ensemble, nous nous occupons, et c'est correct, des questions politiques, juridiques, des procédures. Mais pour bien vivre dans une société libre, il faut avoir une intuition, et pour l'éducation, que faire pour développer l'intuition des jeunes ?

[M. Claude-Laurent GENTY \(Confédération internationale des travailleurs intellectuels\)](#)

Je partage tout à fait les craintes exprimées par Philippe sur le recul actuel de la société civile européenne et les difficultés rencontrées par le monde associatif européen, cela va de pair. À cause d'un manque de réciprocité avec les institutions, peut-être, mais surtout je crois, parce que nous assistons à un individualisme, non seulement des individus, des personnes, mais des associations elles-mêmes, du secteur associatif. Il est de plus en plus difficile de créer des collectifs, comme il y en avait une vingtaine d'année, des regroupements, des structures semblables à celle-là. Je pense que ce serait d'ailleurs impossible aujourd'hui. Chaque association au moins se trouve dans son secteur

et c'est secteurs à coté de secteurs, quand ce n'est pas association à côté d'associations, et en conséquence, les propositions ne sont pas entendues. Il faut se regrouper tous ensemble pour être entendus, pour peser sur une situation. Le danger aujourd'hui me semble-t-il, pour l'ensemble du monde associatif, et par conséquent pour notre Conférence ici, c'est de ne plus avoir la globalité, mais de rester dans un certain individualisme. Je le ressens quand je compare au passé, j'ai compris que Philippe partageait un peu ces craintes-là.

[Mme Lilia BENSEDRINE-THABET \(Institut Robert Schuman\)](#)

Tout d'abord je tenais à remercier la Commission éducation et culture, tous les membres présents, et de vous inviter à vous saisir d'un sujet qu'on connaît et qui le sait est sensible mais au combien pertinent dans ces temps que nous vivons. Cela me rappelle, en parlant d'identité évidemment, le titre « Identités meurtrières » d'Amin Maalouf. Conscient de cela, la Commission éducation et culture depuis de nombreuses années travaille sur ces questions de l'identité et de la nécessité de l'éducation que vous avez bien soulignée les uns et les autres, de l'éducation interculturelle, interreligieuse, et au-delà, le plus largement. Certains membres ici en ont parlé, du dialogue interconvictionnel. Eduquer au dialogue interculturel est une nécessité aujourd'hui, et il y a eu un rapport de la Commission éducation et culture sur ce sujet. Je termine juste par ma question dont je souligne tout de suite le paradoxe : « Comment, dans ce monde qu'on sait en pleine transformation, qui est comme a dit Michel Serres, en pleine mutation, l'interdépendance est un des mots-clés de ce monde. L'interdépendance, puisque les défis, on le sait, sont de plus en plus globaux, que ce soient les défis économiques, les défis écologiques, de migrations. Comment peut-on faire alors que les frilosités, elles aussi, s'accroissent ? Les peurs, les rejets, donnant là aussi une bien piètre image quand on sait tous les morts qui sont aux frontières de l'Europe ». Merci.

[M. Noël ORSAT \(CITI\)](#)

Je voudrais rebondir sur un exemple pratique de la société civile qui vient d'avoir lieu ces derniers temps dans le cadre d'une action que l'on mène avec « la vie à Charlemagne » dans un programme européen qui s'appelle Erasmus+ en faisant coopérer des Bulgares, des Polonais, des Italiens, des Français, des Roumains, des Portugais, des Albanais. Dans ce travail-là, on a fait un questionnaire, qu'on a fait remplir par les enseignants et les élèves de tous ces pays, niveau classe de première/seconde on va dire. La première analyse qui ressort, de façon très étonnante, les pays de l'Ouest, par exemple la France et l'Italie, les élèves questionnés dans ces pays sont ceux qui sont le moins capables de répondre à la question « quels sont les droits de l'homme ? ». Les élèves de ces pays ont été quasiment incapables de citer un, deux ou trois droits de l'homme. Parmi les réponses il y a en a un qui a mentionné par exemple « le droit de regard ». En revanche, les élèves issus du Portugal ont été plus capables de répondre, ceux issus des pays de l'Est encore plus.

On fait donc déjà ce constat. En France, entre les élèves interrogés dans les Pyrénées et le groupe des Ardennes, on avait le même type de réponses.

Dans l'apprentissage, ce n'est pas uniquement le problème de la méconnaissance sur les aspects européens, c'est même une méconnaissance qui est générale sur plein de sujets, car là par exemple les Français pourraient se sentir concernés.

[Mme Claude VIVIER LE GOT](#)

Merci beaucoup. Une petite remarque personnelle : les réponses auraient peut-être été plus faciles si on avait aussi parlé des droits de la femme, donc moi je milite pour les « droits humains ». Je passe la parole à Beata pour la dernière question.

[Mme Beata ZWIERZYNSKA \(EURODOC\)](#)

Je voulais juste poser une question : "N'est-il pas fascinant qu'il y a 30 ans, en 1990, l'Europe de l'Est, l'Europe centrale et l'Europe de l'Ouest se trouvaient dans des situations totalement différentes et que maintenant nous en sommes tous au même point. Je généralise, mais nous connaissons les mêmes réalités avec la crise de la démocratie, l'homophobie, toutes sortes de phobies, et localement, je crois que nous sommes dans la même situation : les autorités des gouvernements locaux sont les plus ardents défenseurs de la démocratie et d'une certaine manière, cela fonctionne. Je me demandais quelle était votre opinion à ce sujet, avec les niveaux de gouvernement des pays de l'Est et de l'Ouest. La mienne est que lorsque l'Europe occidentale était si impliquée dans l'éducation, la santé, la citoyenneté, elle était professionnalisée, tout cela ne se faisait pas dans des conditions précaires. Et d'une certaine manière, à la fin des années 80, nous étions si enthousiastes face au changement que l'Europe occidentale s'est peut-être relâchée en matière d'éducation et d'attention portée aux enseignants, ce qui pourrait expliquer de ce qui se passe au niveau des écoles et les coutumes. En Europe de l'Est, malgré le fait qu'ils voulaient apprendre la démocratie, enseigner les valeurs et faire l'expérience de la vraie démocratie, peut-être que nous n'avons pas fait du bon travail [je viens de Pologne], donc maintenant nous sommes au même endroit, il n'y a pas vraiment de division. Je me demande, étant donné la perspective des gouvernements locaux ici, et des autorités, comment se fait-il que 30 ans après cette transformation, les niveaux locaux soient si forts ? La réponse est peut-être simple, mais je me demandais quelle était votre opinion à ce sujet. Je vous remercie.

[M. Philippe HERZOG](#)

Le problème des valeurs est posé par plusieurs d'entre vous, et justement à propos de l'individualisme. Tout est relativisé. On n'ose plus parler de travail collectif sur les valeurs finalement, nos dirigeants font comme si les gens ne s'intéressaient qu'à l'efficacité des réponses à leurs problèmes. C'est « The Europe that delivers » disent les dirigeants. Peut-on accepter cela, les gens n'ont-ils rien à tirer de ce qu'est un sens commun, renoncent-ils à penser le bien commun ? Je ne crois pas. Revenir sur la question des valeurs est compliqué car dans les valeurs il y a des considérations éthiques à partager, et c'est ça qui est difficile. Mais il ne s'agit pas de moraliser mais de ré-introduire les enjeux d'éthique dans l'espace public.

Le marché est proclamé valeur en soi dans les Traités, mais c'est un gouffre de questions à ouvrir. Un marché sans biens publics partagés, comme c'est le cas dans l'Union, est un moyen, non une valeur commune. Parler de libre marché libre et non faussé quand il est inéquitable et ignore les solidarités, est-ce justifié ? Les populations qui entendent ça ne peuvent répondre positivement. Les interrogations qui portent sur les institutions, sur le rôle du Conseil de l'Europe, sont importantes. Ces institutions devront s'approprier ce que les gens voudraient faire ensemble. Aider les gens à s'interroger sur les questions d'identité européenne, susciter un dialogue inter-culturel . Que dire du rôle du Conseil de l'Europe en ce sens?

Mme Beata ZWIERZYNSKA (EURODOC)

Pour les valeurs, je pense que ce mot est un mot très difficile. Quand j'étais maire, j'ai beaucoup travaillé avec les écoles et les enseignants sur des projets qui impliquaient les enfants dans des valeurs qui pouvaient intéresser la communauté. Mais le problème, ce sont les parents, la famille, parce que quand les enfants rentrent chez eux, la situation dans leur famille est complètement différente, parce que ce qu'ils apprennent à l'école est complètement différent de ce qu'ils apprennent dans leur famille. Au sein du Congrès du Conseil de l'Europe, nous essayons d'organiser des recommandations, des projets de résolution, pour aider les niveaux locaux et régionaux. Je pense que dans ces moments-là, ce n'est pas facile entre le politique et la société civile. Il y a une distance, il est très très difficile à ce moment-là de trouver un moyen d'aider la société civile à changer, à revenir aux valeurs qui étaient très importantes quand j'étais enfant, et plus maintenant. En Italie, par exemple, nous avons beaucoup de difficultés de ce genre. Mais la difficulté est aussi de comprendre le racisme et la philosophie de beaucoup de gens qui ne savent pas pourquoi ils sont contre les migrants.

M. Antoine GODBERT

Je voudrais revenir sur trois aspects. D'abord, une question qui est très importante, c'est l'exemple de l'abandon de la connaissance des droits et du Droit. C'est terrible ce que je vais dire, P. Herzog a cité Tocqueville tout à l'heure, il y a un « afadissement », un oubli de ce qu'était le Droit et les droits, parce que on imagine qu'on est dans des sociétés où on en a plus besoin, où c'est plus une priorité. C'est faux ! Mais malheureusement ça existe. Il y a des réponses culturelles : comment enseigner le Droit ou les droits ? Soit on le fait en mettant en place des enseignements particuliers pour les enseignants généralistes, soit on laisse les spécialistes, donc que les professeurs de Droit du supérieur puissent venir comme cela se fait, il y a des programmes en France, pour qu'ils puissent aller dans les collèges, les lycées. Et là c'est structurel, toujours compliqué, entre le supérieur et le secondaire.

On aurait pu prendre exemple sur ce qui se passe dans la partie orientale de l'Europe qui a pu bénéficier d'une certaine transformation depuis 30 ans, malheureusement à l'Ouest, on n'y fait pas assez attention.

Deuxième chose sur laquelle je voudrais revenir ce sont les plateformes, c'est important ce que vous avez dit sur la concurrence, je le vis tous les jours en collectivité locale. Il n'y a jamais eu autant d'associations, il n'y a jamais eu autant de gens déterminés à faire des associations, mais simplement quand on leur dit qu'il faut se mettre sur des plateformes pour peser, c'est délicat, car chacun veut défendre d'abord son sujet : « j'ai créé mon association pour ça ». Et tout à l'heure quand on parlait des discriminations, là c'est une question essentielle : « moi je veux défendre les migrants », « là je veux défendre les femmes », « là je veux défendre le droit des homosexuels ». Et quand on dit « vous êtes tous dans une vision de la liberté qui devrait vous amener à être ensemble, et à faire des projets ensemble », c'est l'individualité qui l'emporte sur le sens du collectif. Et pour reprendre ce que disait tout à l'heure P. Herzog, il y a malheureusement une convergence historique entre la volonté des Etats de ne plus avoir de corps intermédiaires structurés, très forts, et de l'autre un sentiment individualiste où on veut débord défendre ses propres perspectives plutôt que les perspectives du voisin auquel on pourrait s'allier. Il y a heureusement des contre-exemples, tant mieux, et j'espère qu'ici vous serez un bon contre-exemple.

Et il y a une dernière chose sur laquelle je souhaitais revenir, c'est l'histoire de l'intuition. Bravo ! Il y a 25 ans, avoir déjà pensé qu'il y aurait le Brexit. Mais c'est quand même très compliqué de dire à des jeunes aujourd'hui, qui ont moins de 25 ans, de penser un monde qui est en évolution encore plus rapide. Donc bien entendu, j'espère que certains seront un peu malins, et c'est compliqué, et il faut se méfier de ceux qui comme Nostradamus, pensent qu'ils peuvent lire le monde qui va arriver. Et je pense que plus l'Histoire va avancer, plus les perspectives planétaires, les évolutions culturelles, sociales, seront de plus en plus difficile à prévoir. En revanche, ce que je vous ai dit tout à l'heure, on peut prévoir une expertisation de plus en plus forte, une technicité qui va être demandée, qui peut poser des questions. Et puis c'est vrai que des femmes et des hommes forts, ça devient malheureusement, d'un point de vue mondial, une demande qui ne me semble pas aller dans le sens de ce que nous souhaitons tous. Et donc il va falloir être très prudents, car si nous avons d'un côté des hommes et des femmes forts, et de l'autre côté un « afadissement » du droit, on peut s'inquiéter sur l'avenir de nos sociétés démocratiques.

M. Karl DONERT

J'aimerais exprimer ici simplement mon propre point de vue. Je suis éducateur et chercheur dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté depuis 20 ans. Je ne prétends pas être un expert en matière d'éducation à la citoyenneté, même si j'ai essayé de comprendre les processus et les pédagogies qui se cachent derrière le besoin de se sentir appartenir à quelque chose. Mais je veux faire un commentaire, et il concerne le groupe de travail que je préside, qui est le "citoyen numérique", et j'appelle délibérément le citoyen numérique et non la "citoyenneté numérique", parce que la "citoyenneté numérique" se fait depuis vingt ans. Et il m'est apparu ici, au Conseil de l'Europe, que ce n'est pas la citoyenneté qui compte mais le citoyen.

Nous devons donner aux gens les moyens d'adopter les valeurs auxquelles ils croient, et c'est ce que l'éducation doit faire, elle doit donner des moyens. Il ne s'agit pas de former, d'enseigner, de

fournir le cadre dans lequel les gens, et cela inclut les jeunes, qui peuvent décider de la manière dont ils veulent être et de ce qu'ils veulent faire de leur vie. Et je pense que la technologie le permet, parce que les gens peuvent contribuer et participer de n'importe où, à n'importe quel moment, de n'importe quelle manière et dans n'importe quel espace. Ils peuvent trouver leur propre place. Et la technologie est là pour donner plus de pouvoir que le débat public.

J'avais l'habitude d'organiser des débats scolaires dans ma chambre, dans mon autorité locale, où les jeunes décidaient de ce qui devait être fait dans leur région. Il y a une minorité qui est prête à dire n'importe quoi. Alors que le numérique permet à n'importe qui de faire un commentaire, et en fait le grand changement chez les jeunes est qu'ils commentent, peut-être trop ! Mais c'est quelque chose de très différent et ici, dans le groupe éducation, nous devons comprendre cette différence.

C'est pourquoi je crois fermement qu'en ce qui concerne l'Europe et ses valeurs, nous devons ouvrir la porte, mais il ne faut pas les forcer. Ils doivent décider exactement ce qu'ils veulent en retirer, plutôt que d'imposer ce que nous pensons et je pense que les marches des écoliers et des personnes pour le climat sont l'expression du désir de prendre le contrôle plutôt que de se faire dire ce qu'ils doivent faire. Ils veulent prendre le contrôle de la société, et c'est en fait l'avenir que nous voulons, c'est ce dont nous devrions parler, et non une valeur européenne.

C'est l'avenir que nous voulons pour l'Europe, et c'est vraiment là que les jeunes devraient être impliqués, et c'est l'autonomisation. C'est un changement radical dans l'éducation, ce n'est plus le professeur qui est au front, mais plutôt les enfants qui sont responsables de ce qu'ils font, de ce qu'ils veulent faire. Bien sûr, ils doivent être guidés, mais c'est une perspective très différente de l'éducation traditionnelle que nous avons.

[Mme Claude VIVIER LE GOT](#)

Encore 5-10 minutes de débat, ensuite je passerai la parole à Carola Roloff qui interviendra au nom du professeur Weiss, qui représentait la ville de Hambourg, et qui a travaillé avec Carola sur le dialogue interreligieux.

[M. Léon DUJARDIN \(ESAN\)](#)

J'ai bien entendu ce qu'a dit Antoine GODBERT sur l'importance des médias locaux, mais je souligne très fort que les médias nationaux passent le silence complet sur l'action des associations qui savent se regrouper. Je donne un exemple : M. Herzog a évoqué J. Delors ; [Patrick] Venturini, qui était son conseiller, nous avait demandé à 5-6 associations dont l'ESAN, un regroupement au niveau de Bruxelles. On en est à 49 ! Je vais vous donner un exemple précis : la *social platform* a organisé à Helsinki une conférence très importante, pas un mot dans les médias publics !

Nous avons voté une recommandation sur les étudiants : on vient d'obtenir qu'une des jeunes qui était là bénéficie d'un service civique pour développer pendant 6 mois cette recommandation à travers l'Europe, ça c'est le positif. Le problème, justement, c'est au niveau de l'Union européenne, ce qui domine c'est la rentabilité, alors que les médias sont là pour informer, et le problème, c'est la non-information sur tout ce que se fait de positif, de la part des uns et des autres. Qui sait que 43 organisations internationales se sont retrouvées à la social platform ? Par contre, ils n'ont pas comme nous le statut participatif, ils ont un statut seulement consultatif. Quand est-ce que les élus locaux et régionaux, les députés vont les soutenir pour obtenir ce statut participatif ? Est-ce que nos recommandations ici sont suffisamment prises en compte ? C'est le même problème.

M. Philippe HERZOG

3 points :

- Sur les valeurs, petite nuance par rapport à Karl : je pense qu'il faut travailler dans le domaine intergénérationnel avec les jeunes. Les anciens ont un rôle à jouer, la responsabilité doit être partagée. Parce que derrière le problème d'individualisme des jeunes, il y a un devoir de les inciter à regarder comment exercer leur liberté en société. Liberté sans responsabilité, qu'est-ce que ça veut dire ? Valeurs, solidarité, fraternité ? Mon œil ! Cela se pratique localement et associativement, mais dans l'espace public les solidarités concrètes sont à bâtir entre européens. Bien sûr ce sont les jeunes qui font l'avenir, mais il y a tout un travail de transmission d'expérience à effectuer.
- La solidarité des luttes, c'est important. Tous ensemble, oui, mais dans quelle société ? Nous ne pensons pas la même chose, nous n'affrontons pas les problèmes de fond de la même façon ; on exerce des contre-pouvoirs mais nous déléguons trop nos pouvoirs à ceux qui dirigent l'Etat.. Dans le sphère économique les pouvoirs sont asymétriques et beaucoup de gens souffrent de la corruption des valeurs du travail, de l'argent. Il faut qu'il y ait une convergence des luttes spirituelles et économiques.
La solidarité des luttes va impliquer la création de plateformes de réseaux transeuropéens . Il faut que les gens, jeunes et anciens, puissent acquérir une capacité d'expertise. Il faut des chercheurs et des scientifiques aux côtés de la société civile active. Sinon elle sera toujours victime de ce que racontent les grands médias, les plateformes du numérique, les dirigeants politiques ! Sinon les gens restent dépossédés de leur faculté de participer.
- On n'a pas parlé de l'imaginaire : il faut reprendre la bataille des idées, des films, etc. C'est indispensable ! Est-ce qu'on peut bâtir un avenir dans le catastrophisme ambiant, la guerre des étoiles tous azimuts ? Où est le cinéma européen motivant ? Il y a des choses concrètes de vie locale, mais d'esprit européen, je n'en trouve pas, ou très peu. Quelle Europe au ciné ?

Dernier mot sur les migrants : les mobilités humaines sont un problème global, il y en aura de plus en plus. Les mobilités sont devant nous ! Alors soit on se met dans des camps retranchés soit on travaille les mobilités. Des mobilités, il faut faire richesse ! Est-ce que les migrants n'ont pas apporté de tas de choses à l'Europe, est-ce que les Polonais n'ont pas apporté à la France, les Russes, et

d'autres ? Regardons dans notre histoire la vertu des partages humains dans les mobilités. Si on ne veut pas revenir là-dessus, tant pis, mais je dis ce que je pense.

Les mobilités, est-ce que ça se régule ? Oui ça se régule, mais réguler, cela ne veut pas dire réduire les flux, cela veut dire : comment on intègre et comment on répartit l'effort entre européens ? Comment on crée des solidarités ? Il faut réguler des flux, mais réguler des flux ce n'est pas piquer des cerveaux du tiers-monde et laisser tomber les autres ! Et oublier que sans les migrants non-qualifiés qui n'ont pas de permis de travail, qui sont au noir dans le bâtiment ou d'autres secteurs, il y a longtemps qu'on aurait de sacrés problèmes en Occident ! Donc arrêtons de tricher sur la sélection ! Dans l'intérêt de qui ? Le supposé nôtre, ou l'intérêt mutuel ? Parlons valeurs sur les migrations. Je voudrais rajouter ça parce qu'il aurait été dommage que ce ne soit pas dit.

Mme Claude VIVIER LE GOT

Je vais devoir arbitrer. Tout à l'heure nous aurons l'intervention sur Anne Nègre, donc je préfère que l'intervention sur les femmes soient juste après la pause. 10 minutes encore, puisqu'il y eu des questions sur le dialogue interreligieux,

Je prends la question de Brigitte, et la question d'une jeune, et puis après j'arrête les questions, car sinon ce n'est pas possible. On a une deuxième partie, mais on s'est imposés de faire une pause, et avant la pause de faire un petit focus sur le dialogue interreligieux. Choisir, c'est renoncer !

Mme Brigitte LE GOUIS (Centre européen du Conseil international des femmes)

Je représente le Centre européen du conseil international des femmes. Et je vais dire pourquoi je suis dans cette organisation, qui représente 27 pays, non seulement des pays de l'Ouest mais aussi des pays tels qu'Israël et la Turquie. Je reviens de Genève où nous avons eu notre assemblée générale, et j'étais à UN 25 car il y a 25 ans j'étais déjà à l'ONU, pour défendre la femme. Personnellement, il se trouve que j'ai un père français, une mère russe, et j'ai été élevé 10 ans par une Chinoise, et pas en France. J'ai découvert la France en y vivant à partir de mon mariage, et j'ai été très frappée. Pour des raisons personnelles j'y ai enseigné car c'est le seul endroit où on pouvait avoir un mi-temps. J'étais très frappée que les gens en ville ne connaissent que leur quartier, donc ils connaissent encore moins la France. Moi, alors que je n'y avais pas vécu, je connaissais mieux la France.

Alors, dans notre organisation de femmes, je leur parle de l'Europe, mais elles n'ont même pas l'idée de la France, elles n'ont pas cette vision de l'Europe. Cela va très loin, c'est très difficile. Voilà, c'est simplement ce que je voulais dire, car on travaille sur des valeurs communes, comme par exemple les violences faites aux femmes, etc. Si j'ai choisi d'être européenne c'est à cause de toutes ces valeurs, qui sont très fortes, et qui font l'Europe.

Mme Claude Vivier Le Got

Brigitte, je te remercie vraiment pour ton témoignage qui est toujours très humain et avec beaucoup de cœur. Je vais passer la parole à une jeune et ce sera la dernière question.

[Mme Mathilde CHANFREAU \(Déléguée de la jeunesse au Conseil de l'Europe\)](#)

Je suis déléguée de la jeunesse dans cette instance. Je voudrais rebondir, car vous avez discuté d'individualisme des jeunes. En tant que jeune je voudrais donner un contre-exemple actuel, les marches pour le climat. On n'a jamais vu autant de jeunes qui se rassemblent en communautés, et qui ne sont pas individualistes. Je ne connais pas le genre de jeunes avec qui vous traînez, parce que vraiment je ne me reconnais pas dans ce que vous décrivez. Je suis d'accord pour le dialogue intergénérationnel, c'est très important et j'en suis convaincu que c'est ce qui va faire bouger les choses, mais ça marche dans le bon sens. Et quand vous dites que les jeunes sont le futur, ils sont aussi le présent.

[M. Antoine GODBERT](#)

J'ai dit tout à l'heure que les jeunes n'étaient pas engagés dans des démarches européennes, je dis simplement qu'il y a une différence qui se fait avec des jeunes qui ne sont pas aussi engagés que ce que vous l'êtes, et que cette différence est de plus en plus forte. En revanche, j'ai noté que ceux qui étaient engagés l'étaient de plus en plus.

Deuxième chose, je voudrais répondre sur les médias nationaux. Bien entendu j'ai parlé des médias locaux parce que je les connais bien, mais je vous rejoins complètement sur les médias nationaux. À ce propos deux remarques : je conclurai sur ce que disait tout à l'heure Philippe Herzog sur l'Albanie et sur la Macédoine du Nord. Qui a une information sur ces pays ? Y a-t-il sur un média national un reportage de temps en temps sur ce qui se passe dans ces pays ? Jamais ! Si ce n'est parfois sur des aspects de criminalité organisée. Donc tant qu'on n'aura pas les réalités, ce ne sera pas possible. Et je reviens sur ce que je disais tout à l'heure : tant qu'on sera contents d'avoir des aspects pulsionnels, négatifs ou violents, cela sera difficile. Je terminerai juste en prenant un exemple : j'ai animé une émission de radio sur un média pendant à peu près un an, c'était sur les aspects plutôt positifs. Bien entendu à la fin, au bout d'un an, la rédaction m'a dit qu'on ne reconduisait pas l'émission. Ce n'est pas que ce n'était pas intéressant, mais ce n'est pas ce qu'attendent les auditeurs.

Donc voilà, dans un monde de concurrence où on pense que c'est en répondant les uns les autres, se critiquant, que cela rapporte plus, on n'arrivera pas à grand-chose.

3) Conclusions

[M. Philippe HERZOG](#)

Je conclurai sur une idée : le problème n'est pas de balancer entre pessimisme et optimisme. Le problème n'est pas là, mais dans la conscience et l'engagement. Et moi je dirais qu'il se fait effectivement beaucoup de choses, face à des problèmes fantastiques. Le monde a changé, la

technologie a changé, il n'est plus ce que nous avons connu, nous, les personnes de mon âge. Face à des problèmes très difficiles, il faut réussir à mobiliser le plus grand nombre, et repenser l'humain, l'humanité ? L'exercice de la liberté dans un monde qui change, c'est en train de bouger partout. On nous montre plus les horreurs que les aspects positifs. On doit être lucides, mais on doit travailler sur ce qui est en train de germer.

Mais il faut comprendre que l'Europe est un laboratoire pour avancer... Il y a des jeunes qui rêvent d'être citoyens du monde, qui sont mobiles dans le monde. Mais d'autres, scotchés sur leur territoire, se sentent exclus, laissés pour compte, d'autant plus que les couches moyennes sont en train de se paupériser. L'Europe doit devenir un laboratoire de vie commune pour les uns et pour les autres. Rendons-nous capables de nous'associer entre européens pour mieux résoudre des défis communs. On ne me fera pas croire qu'un Français abrité dans sa grande République, derrière son Etat, va réussir à contribuer à devenir citoyen du monde. L'Europe est un trait d'union, j'insiste, une libre association de peuples qui est en train d'essayer de se bâtir. Si on n'en prend pas soin, alors je ne donne pas cher de l'avenir des Européens. Ce ne sera pas la partie du monde la plus riche d'initiatives et de volontés de se régénérer. Et ce n'est pas là qu'est la jeunesse du monde aussi.

Remerciements et applaudissements de la salle.

[Mme Claude VIVIER LE GOT](#)

Je voudrais remercier chaleureusement nos trois intervenants : Barbara TOCE, Philippe HERZOG et Antoine GODBERT. Volontairement nous avons sorti le dialogue interreligieux, pour faire un focus sur les relations entre les OING et la mise en application concrète des valeurs européennes avec les OING et les pouvoirs locaux. Cependant, comme vous l'avez remarqué, nous avons eu des questions sur le dialogue interreligieux. Je voudrais demander à Carola Roloff de faire la présentation du professeur WEISSE de façon courte, et nous prendrons la question de Madame après.

[Mme Carola ROLOFF](#)

Je dois dire que Wolfram Weisse m'a demandé de présenter son article parce qu'il se sentait malade ; il m'a demandé de vous lire cet article mais cela prendrait 11 minutes, donc je ne sais vraiment pas comment le faire parce que je n'ai pas envie de raccourcir son article de 11 minutes à 4 minutes.

II. [Réunion du groupe de travail « Citoyenneté numérique », intégrée à la session plénière de la Commission](#)

1) **Discours introductif du vice-président de la Commission éducation et culture, M. Karl DONERT**

On m'a demandé de présenter brièvement le travail du groupe de travail transversal "Citoyen numérique" qui est un groupe lié à la thématique de l'éducation.

Pour ceux d'entre vous qui étaient présents lors de la dernière session plénière, j'ai fait une présentation complète du travail, des enjeux et des défis. J'aimerais vous présenter de brèves mises à jour sur les ONG, l'espace numérique et le citoyen numérique.

Le citoyen numérique est une question de pouvoir et de qui a le pouvoir. Internet et le monde numérique donnent du pouvoir à tous ceux qui interagissent, la technologie elle-même est libératrice dans de nombreux cas. Et les questions se rejoignent sur le fait que l'espace numérique des ONG est en train de changer et que la technologie elle-même crée une politique de changement. Les ONG l'utilisent de plus en plus comme un outil de mouvement social et je voudrais simplement que vous leviez la main : "Qui utilise la technologie numérique dans le cadre de ses campagnes ?". Je suis sûr que vos organisations utilisent la technologie d'une manière ou d'une autre pour entrer en contact avec vos membres et faire entendre leur voix. Comme je l'ai dit, nous avons vu le mouvement qui a eu lieu l'année dernière, un nouveau type de politique émerge, que certains appellent "politique virale", c'est-à-dire que les gens sont prêts à se lier ensemble, à partager un problème ou un défi commun, et à faire entendre leur voix d'une manière ou d'une autre, qu'elle soit physique ou virtuelle, que ce soit en Suède ou aux Nations Unies, à Strasbourg ou à Bruxelles.

Qu'en est-il du Conseil de l'Europe ? Nous avons examiné ce que le Conseil de l'Europe a fait pour le monde numérique : il a travaillé sur les droits de l'homme et la liberté d'expression, la bioéthique et les droits de l'enfant, l'égalité des sexes et l'inclusion, la lutte contre la discrimination, la gouvernance démocratique, la culture et le patrimoine, tout cela dans une perspective numérique, et l'éducation elle-même. Il y a eu un document d'orientation, un séminaire d'experts et j'ai vu aujourd'hui une publication sur l'éducation à la citoyenneté numérique, qui a été publiée tout récemment par le Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe est donc très impliqué dans le domaine numérique. L'assemblée parlementaire a adopté cette recommandation en 2012 pour traiter des conversions technologiques, et en particulier des questions d'intelligence artificielle et de droits de l'homme, mais l'assemblée parlementaire a également été très impliquée : lors de la dernière session, lorsque nous étions ici, il y a eu deux documents de discussion : l'un sur les véhicules autonomes, qui sont bien sûr contrôlés numériquement, et les défis rencontrés en matière de droits, de responsabilité et de questions juridiques, et l'autre sur la menace des tendances des médias sociaux et des droits de l'homme. Ce sont des sujets qui préoccupent fortement le CdE et l'assemblée parlementaire. Le groupe que je préside depuis un an et demi s'est réuni, et nous avons parlé de la possibilité d'essayer de vous faire quelques recommandations, à nous en tant que Conférence, au CdE, et des recommandations à nous tous.

Je veux vous faire part de ces recommandations, elles seront aussi publiées sur Loomio. Ce sont les recommandations que nous suggérons pour le Coe, pour la Conférence des OING. C'est à la Conférence d'essayer de comprendre l'impact de l'environnement numérique sur ses propres membres. Si nous ne comprenons pas ce que vous vivez, alors comment allons-nous agir et vous conseiller ?

L'environnement numérique devrait également être régulièrement abordé et traité lors de la Conférence. Il ne devrait pas être ignoré, il ne devrait pas être une chose courante. Voici mes recommandations.

La Conférence devrait s'entretenir avec des experts, avec des ONG qui sont des experts, par exemple l'ONG "Techfugies" : ce sont des experts technologiques qui soutiennent les réfugiés et les migrants. Il y a quelque 15 000 personnes dans le monde qui travaillent pour soutenir les réfugiés et les aider à s'intégrer dans leur propre société locale. Il s'agit d'une initiative d'ONG qui utilise la technologie pour une bonne cause afin d'essayer de relever certains des défis qui se posent. Nous recommandons également de mettre en place un programme d'apprentissage et d'éducation pour le citoyen numérique. C'est une chose à laquelle nous devrions réfléchir et que nous devrions éventuellement envisager à l'avenir. Le CdE que nous recommandons devrait établir et répondre aux résolutions formelles, aux codes de pratique et aux instruments mondiaux. Il devrait publier des publications des États membres pour les ONG sur les leçons apprises pour le citoyen numérique afin de protéger les citoyens des aspects négatifs et il devrait récompenser l'excellence dans les développements numériques et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Il est très important que nous mettions en avant les réussites des ONG, mais aussi des structures spécialisées dans le domaine, qui essaient d'aider les organisations et d'explorer la manière dont les systèmes financiers et fiscaux mondiaux sont utilisés par les principales entreprises technologiques, les GAFAM. Que doivent-elles faire avec l'argent qu'elles prennent, où va-t-il ? Cela devrait être étudié.

Nous pensons que nous devrions tous, c'est-à-dire la Conférence et le Conseil de l'Europe, défendre un Internet ouvert, avec un accès pour tous. C'est une base qui ne devrait rester inchangée, et nous devrions défendre la liberté d'expression, et en même temps promouvoir le contrôle de la haine et du terrorisme. Nous devons encourager l'existence des normes et des lois existantes. Il existe des règlements qui ne sont pas appliqués, ou du moins très rarement. Et il faut encourager les lois qui communiquent au public les données codées de logiciels utilisés par les États.

Ainsi, par exemple, les autorités régionales gèrent des logiciels et ont codé des choses, recueillant des données à notre sujet, et une grande partie de ces données ne sont pas publiées. Nous ne savons pas ce qu'ils font et ce qui est collecté. Nous pensons donc que c'est quelque chose que le Conseil de l'Europe et nous devrions essayer de faire, et nous devrions envisager ensemble l'élaboration d'une charte des utilisateurs et une éducation connexe sur cette charte, et pour protéger la diversité numérique, y compris l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Enfin, nous devrions trouver des moyens de récupérer nos données ! Nous donnons tout le temps des données sur nous, chaque fois que nous utilisons le téléphone, qu'en est-il de la restitution des données ou au moins de voir ce que nous pouvons faire à ce sujet, donner la priorité à l'éthique et à l'égalité. Ce sont des recommandations à la Conférence, nous les présenterons à la commission permanente en janvier, puis à la plénière en avril, pour que tout le monde puisse voter. Car nous aimerions créer une résolution que nous pourrions porter devant le Conseil de l'Europe.

C'est quelque chose qui nous concerne, en tant qu'organisations à but non lucratif, et nous devons travailler avec elles pour essayer de défendre ce que nous croyons bon. Nous avons

commencé à parler de la manière dont nous voulons le faire, et nous pensons que la conférence des ONG du Conseil de l'Europe devrait avoir une stratégie numérique. Nous devrions essayer de créer une communauté d'ONG qui s'intéressent à l'environnement numérique ou qui ont besoin de conseils sur l'environnement numérique. Et peut-être devrions-nous raconter des histoires sur la façon dont nous utilisons l'environnement numérique afin de réussir dans le travail que nous faisons, et enfin nous devons établir une crédibilité et une légitimité auprès du CdE. Le monde numérique nous offre des opportunités qui n'existaient pas auparavant pour faire le travail que nous devons faire. Nous devrions examiner l'impact sur les utilisateurs, car les gens utilisent le monde numérique et nous devrions essayer d'aider les ONG à établir des équilibres réalistes dans la mise en œuvre.

C'est le résumé de nos recommandations telles qu'elles ont été formulées jusqu'à présent. Nous avons déjà une ou deux choses nouvelles à ajouter de la brève réunion que nous avons eue avant aujourd'hui, mais il y aura une session du groupe de travail jeudi au palais dans la salle 6. Si vous pensez que cela vous intéresse, et que cela vous concerne, venez s'il vous plaît. Nous ne sommes pas tous des technologues, par exemple je suis un utilisateur, un éducateur. Mais je pense que de plus en plus d'ONG devraient s'intéresser à ce domaine, alors n'hésitez pas à venir. Je ne sais pas s'il y a des questions, mais je serais ravi d'y répondre, ou vous pouvez aussi m'envoyer un courriel, si vous voulez participer. Je vous remercie.

[Mme Claude Vivier Le Got](#)

Merci Karl. Jeudi il y aura la session, elle sera en français et en anglais. N'hésitez pas à vous joindre. Je vous propose de faire un petit break de 5-7 minutes pour qu'on n'empiète pas trop sur le temps de la dernière partie de la plénière.

III. [Réunion du groupe de travail « Cités interculturelles », intégrée à la session plénière de la Commission](#)

1) [Discours introductif de la présidente de la co-coordinatrice du groupe de travail, Mme Gabriela FREY](#)

Notre groupe de travail a commencé il y a deux ans, vous voyez le texte en anglais là-haut, et je vais vous le lire en français. Donc je me suis toujours demandé quelle est la base, pourquoi les personnes ont beaucoup de mal à suivre, dans la vie de tous les jours. Donc le thème est « Réduire l'anxiété pour éviter l'exclusion et la violence en développant l'équilibre émotionnel et les compétences en communication ».

Ce projet d'une durée de deux ans vise à fournir des techniques novatrices et expérimentées sur le terrain pour développer une intégration réelle et une égalité authentique. Les techniques et approches présentées peuvent montrer que la peur et les émotions non régulées font partie des causes majeures de discriminations et de violences p. ex. contre les femmes, les minorités ethniques,

religieuses et sexuelles. La peur et les émotions ne sont pas des fatalités. Il existe des méthodes efficaces pour les traiter adéquatement.

Les villes deviennent des lieux de plus en plus encombrés et leurs habitants sont confrontés à des défis toujours plus en plus complexes. La cohabitation de religions, et de cultures mondialisées, les migrations, la baisse des ressources et des espaces de vie, le déclin des emplois, le stress excessif dans tous les secteurs de notre société numérisée entraînent une augmentation de l'insécurité intérieure et des peurs. Face à une personne inconnue ou à une situation déstabilisante, nous ne savons souvent pas comment faire face aux sentiments inconfortables ou à l'anxiété diffuse qui y sont associés. Cela conduit souvent à la recherche d'un coupable ou d'une cause extérieure. Ces sentiments d'insécurité, pour la plupart inconscients, sont le terreau propice à l'augmentation de la discrimination, du fondamentalisme, du populisme, des discours de haine, de la violence et du terrorisme. "Le fondamentalisme naît lorsque nous sentons que nous avons besoin de quelque chose de précis et de solide pour nous protéger de ceux qui sont différents de nous. Cela vient de la peur de perdre le contrôle, ou que le sol se dérobe sous nos pieds. Mais quelle que soit la forme sous laquelle la peur s'y durcit, elle continue de s'intensifier et entraîne des actions qui peuvent causer de graves dommages. Elle dégénère en guerres, émeutes, violence et cruauté. Cela crée un monde laid, qui engendre plus de peur." (Pema Choedron) Il existe un certain nombre de techniques novatrices et expérimentées sur le terrain qui peuvent être appliquées pour mieux gérer ses émotions, ses peurs et ses insécurités. Ces techniques peuvent nous permettre de réaliser que "l'autre" est le miroir de nos propres sentiments mais pas sa cause directe. Se débarrasser des sentiments désagréables en combattant ou en harcelant, par exemple les femmes ou les minorités sexuelles, ethniques et religieuses, ne sera d'aucune utilité. Supprimer les peurs et les émotions ou les fuir n'est pas une alternative, car cela ne résoudra pas le problème. Il est plus judicieux d'identifier les causes profondes et d'utiliser des techniques pour y remédier de manière appropriée.

Voilà, on a commencé à faire une petite démarche déjà. En avril on a eu trois présentations, l'une par par Kari Flornes - GERFEC), qui nous a éclairé sur « Perfectionner ses compétences en communication ». Ensuite notre ami Michel Aguilar est venu nous parler de la charte européenne de l'interconvictionnalité, donc « Diffuser la pratique de l'interconvictionnalité - une valeur pour notre humanité commune » et il a également parlé des bonnes pratiques, mais dans quel contexte, urbain ou hyper-rural ? Donc voilà, il a fait un superbe texte, tout cela est disponible, je peux vous les partager. Aujourd'hui, je suis très contente de vous présenter trois autres personnes qui veulent parler de ce sujet-là. Mon amie Carola Roloff, qui est une des rares nonnes bouddhistes européennes, qui est également à l'académie des religions du monde d'Hambourg, et elle va nous parler d'un sujet très intéressant : « Reconnaître l'anxiété liée au genre dans les religions ».

Après, on entendra notre ami Axel Brintzinger, il est médiateur et va parler du sujet « Établir une conscience émotionnelle et la capacité de travailler de façon constructive avec les émotions », et aussi *last but not least*, notre ami recommandé par Michel, Gaudiose Luhache. Elle va vous parler de « Commencer à déconstruire l'ennemi » après. Elle est doctorante en Ethique à l'université de Strasbourg.

2) Interventions de Carola ROLOFF, Axel BRINZINGER, Gaudiose LUHAHE, Anne NEGRE

- a) 1) Carola ROLOFF (Professeure invitée experte du bouddhisme, Université d'Hambourg, sur « L'anxiété fondée sur le sexe dans la religion »)

Thank you for giving me the floor.

We decided we will skip the paper by Wolfram Weiss because we are running out of time and we want to let the translators finish on time because of the hard work they have done today. So in case you are interested in the paper of Wolfram Weisse you can contact me later and I'm happy to email it to you if you give me your card. So I will now present my own paper as planned in the program about gender based anxiety in religion and when we speak about forming a European cultural identity we need to consider that identity is very complex and varies from person to person. Lorsque nous parlons de former une identité culturelle européenne, nous devons considérer que l'identité est très complexe et varie d'une personne à l'autre. La recherche scientifique parle "d'intersectionnalité", c'est-à-dire d'une relation complexe et d'une interaction mutuelle entre les différences sociales. On observe des interactions entre les catégories génératrices d'inégalités de genre, de classe et de race, de sexualité, d'âge, de (in)capacité, de religion et de nationalité. Je me concentrerai ici sur "l'identité de genre" et "l'identité religieuse" qui, pour diverses raisons, sont souvent ignorées.

La relation entre les deux catégories "genre" et "religion" n'est pas sans ambiguïté. Il s'agit dans les deux cas de catégories dans lesquelles les identités se construisent et dont la déconstruction ou le questionnement peut susciter de grandes craintes. En tant que catégories sociales, la religion et le genre sont d'une importance centrale dans les processus d'exclusion sociale et de "construction de l'autre", aussi appelé "Autre". Le sien est tenu pour acquis, positif et supérieur, tandis que le prétendu autre est catégorisé comme n'appartenant pas et déviant, et est dévalorisé.

Anne Hege Grung de l'Université de Oslo attire l'attention sur ceci :

« Ce qui est inquiétant, c'est la dynamique créée lorsque l'on prétend que les "femmes" et la "religion" sont des marqueurs d'identité d'une manière qui alimente les mouvements fondamentalistes, non démocratiques et non féministes, et que les "femmes" et la "religion" sont exclues des analyses et réflexions scientifiques et du domaine public. »

Religion, femmes, structures du pouvoir et violence structurelle et culturelle

De 2016 à 2019, avec une équipe de jeunes chercheurs, j'ai entrepris une recherche sur le genre et le dialogue interreligieux. Cette recherche a commencé à peu près à l'époque où nous avons organisé notre manifestation parallèle du Conseil de l'Europe intitulée "Les religions sont-elles un lieu d'émancipation pour les femmes ? Progrès et reculs", organisé par Anne Nègre, experte en égalité des sexes (2016, 21 juin).

Vision essentialiste du genre binaire par rapport à une définition non binaire du genre dans toutes les religions

Pendant ce temps, j'ai été très surpris d'apprendre les différentes notions religieuses et interprétations de l'identité de genre. Au moins trois des orateurs ont clairement représenté une vision très essentialiste du genre binaire, en considérant l'homme et la femme comme fondamentalement et irréductiblement différents. Ils ont déclaré que les femmes sont d'égale valeur (pas inférieures), mais qu'elles ne peuvent toujours pas assumer les mêmes rôles que les hommes, parce qu'elles sont "différentes". On a fait valoir qu'en raison de leur sexe, les femmes ne sont pas en mesure ou qualifiées pour occuper certains postes de direction religieuse.

Notre équipe de recherche interreligieuse était composée de quatre théologues féministes (deux femmes et deux hommes) de quatre religions différentes (judaïsme, christianisme, islam et bouddhisme). Dans le processus de recherche, il s'est avéré que dans les quatre religions (ainsi que dans d'autres religions du monde), il existe des courants d'essentialisation du genre. Cela signifie qu'il ne s'agit pas d'une question de religion, mais de savoir avec qui reste la prérogative de l'interprétation finale. Dans toutes les religions en jeu, on trouve des sources qui déconstruisent le genre et soutiennent une définition non binaire du genre. Le genre n'est pas une entité stable et fixe, mais fluide. Le genre n'est pas seulement socialement mais aussi théologiquement construit.

Les visions négatives de la femme peuvent être trouvées dans toutes les religions

En même temps, dans toutes les religions, on retrouve une certaine attitude négative envers les femmes et le féminin. L'Église luthérienne lettone a décidé en juin 2016 d'interdire aux femmes l'accès aux mêmes fonctions que les hommes. Dans l'Église catholique, les femmes ne peuvent ni diriger une paroisse ni devenir prêtres. Il en va de même pour l'Église orthodoxe. Dans les traditions ultraorthodoxes du judaïsme, les femmes ne peuvent pas devenir rabbins. Et dans deux des trois grandes traditions du bouddhisme, elles ne peuvent pas devenir des moniales pleinement ordonnées, comparables aux prêtres, ce qui les maintient dans un statut minoré par rapport à celui des moines au Sri Lanka et en Thaïlande. Si elles sont ordonnées, l'État refuse d'inscrire leur nom monastique dans leurs documents juridiques, ce qui entraîne un désavantage social.

Dans de nombreuses religions, par crainte de l'impureté des femmes ou par "souci" de les protéger prétendument des hommes, on constate une ségrégation entre les sexes. En Israël, bien que la loi l'interdise depuis 2011, il arrive encore que les femmes doivent s'asseoir à l'arrière de l'autobus ou n'obtiennent pas de transport du tout, car elles sont considérées comme impures. Dans de nombreux espaces religieux, les femmes s'assoient soit d'un autre côté, derrière les hommes, soit hors des regards dans une galerie ou dans une pièce supplémentaire.

Dans les universités publiques d'Europe, par exemple, depuis 1998, les théologues catholiques ne reçoivent plus de chaires lorsqu'ils font des déclarations ambiguës concernant l'ordination des femmes. Ils doivent publier contre l'ordination des femmes afin de postuler pour une chaire. En Allemagne, en 2017, les femmes sont titulaires de beaucoup moins de chaires que les hommes : dans la théologie évangélique luthérienne, elles occupent 106 chaires sur un total de 421 (25%), et dans la théologie catholique romaine 73 chaires sur un total de 353 (21%).

Raisons d'attitudes négatives à l'égard des femmes dans les religions

Les attitudes négatives à l'égard des femmes dans la religion sont en partie fondées sur le maintien du pouvoir et en partie sur une misogynie ascétique. Lorsque la pureté ascétique ou le célibat est présenté comme l'idéal spirituel, les femmes sont souvent considérées comme une menace. Et lorsqu'elles exigent l'égalité, elles sont considérées comme séparatistes, voire même comme des agents ou des précurseurs de la distraction et de la ruine de toute la tradition. D'autre part, elles sont souvent dépeintes comme des êtres humains plus faibles qui ont besoin de la protection des hommes, ce qui les éloigne également des positions égales.

Impact des attitudes négatives à l'égard des femmes dans les religions

Dans de nombreuses religions, les femmes n'ont pas un accès égal a) aux connaissances sacrées, b) à la participation aux pratiques et aux rituels qui préservent l'avenir de leur tradition religieuse (par la participation à des forums, la prise de décisions, la résolution de problèmes, etc. Elles sont donc en partie exclues d'une participation et d'un égal accès à la prise de décision. Cela signifie qu'elles sont exclues du cœur même de la religion.

Possibilités d'agir contre la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine de la religion

Sur le plan politique, l'État devrait promouvoir la mise en œuvre effective de l'égalité des droits des femmes et des hommes et prendre des mesures pour éliminer les désavantages qui existent actuellement. La sphère religieuse ne devrait pas être une exception lorsqu'il s'agit de l'égalité des sexes. Le principe d'égalité doit primer sur la liberté religieuse.

Les lois qui doivent être mises en œuvre sont:

- Le Pacte des Nations Unies (Pacte II des Nations Unies), 1966, article 3(2) (2)
- La Convention européenne des droits de l'homme, 1950, article 14 (3)

Mais le changement ne vient pas seulement des processus de sécularisation et de leurs dimensions juridiques, mais aussi de l'aspect religieux. Les preuves textuelles doivent provenir de la source directe et originale : les textes religieux faisant autorité eux-mêmes. Beaucoup d'hommes et de femmes, avec des comportements conservateurs profondément enracinés, résisteront au changement et tenteront de justifier leurs croyances et leurs actions en se référant aux textes qui font autorité. Il faudra donc faire appel au référentiel des textes eux-mêmes et démanteler, par le biais de l'herméneutique, les points de vue erronés afin de favoriser le progrès. Dans ce processus, c'est l'approche culturelle qui devra être transformée, pas seulement la traduction des textes canoniques. Pourtant, toutes ces interprétations, qu'elles soient locales ou mondiales, devront être à la fois contextuelles et dialogiques si l'on veut qu'elles soient acceptées et que l'objectif soit atteint.

Au niveau de la base, il est important de sensibiliser toutes les religions à ce problème fondamental. Notre discours (y compris le discours haineux) et nos actions (y compris toutes sortes de violence physique) sont dirigés/contrôlés par notre pensée et par nos émotions. Il y a donc un intérêt croissant pour l'apprentissage de la pleine conscience. La conscience basée sur la conscience ne signifie pas seulement observer son propre corps et sa propre respiration, mais aussi contrôler ses propres émotions et pensées. L'objectif est de devenir émotionnellement plus stables. C'est ton tour Axel, car c'est toi l'expert sur ce sujet !

Merci de votre attention.

a) 2) Intervention du Prof. Wolfram Weisse initialement prévue

1. Introduction

1.1. “Le dialogue interreligieux peut (aussi) contribuer à un consensus plus fort au sein de la société en ce qui concerne les solutions aux problèmes sociaux”.¹ Cette citation du Livre blanc sur le dialogue interculturel de 2008 “Living Together as Equals in Dignity” marque la première fois où la religion est abordée sur le plan de la compréhension interculturelle par le Conseil de l'Europe. Depuis lors, la prise de conscience de la pertinence du dialogue interreligieux s'est développée en Europe et dans le monde entier, une évolution à laquelle le Conseil de l'Europe a contribué de manière significative. Pourtant, la définition du terme "identité" dans le Livre blanc de 2008 reste vague² et nécessite d'être précisée. C'est pourquoi je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de formuler quelques réflexions sur ces questions.

1.2. Au lieu de " identité ", je préfère employer le terme " formation de l'identité " qui reflète mieux la nature processuelle de l'identité individuelle dans un développement continu. En soi, le terme " identité " implique potentiellement un résultat final stable comme objectif. Dans l'intérêt de la poursuite d'un " vivre ensemble " meilleur et plus responsable en Europe, le terme " formation de l'identité " peut également s'avérer plus adapté pour mettre en évidence les objectifs et les processus qui peuvent éventuellement nous aider à atteindre ce but.

1.3. Le philosophe français Paul Ricoeur a proposé une compréhension profonde de la façon dont la formation de l'identité découle des rencontres.³ Il affirme que la quête d'identité ne peut être poursuivie en excluant les autres pour se protéger, mais seulement en relation avec eux. Paul Ricoeur a formulé une double requête : nous devons à la fois accepter l'autre dans son altérité et nous reconnaître comme des sujets actifs et responsables afin de parvenir à nous reconnaître et nous rassurer mutuellement dans le développement de nos identités respectives. Avec les idées de Paul Ricoeur à l'esprit, je vais maintenant présenter quelques exemples d'amélioration de la coexistence dans la ville-état de Hambourg, en Allemagne, qui contribuent à une formation d'identité réussie par le développement de la confiance et de la reconnaissance mutuelle dans le dialogue interreligieux.

2. La pertinence de la rencontre interreligieuse pour la coexistence dans la ville-état de Hambourg.

¹ White Paper on Intercultural Dialogue „Living together as Equals in Dignity“. Launched by the Council of Europe Ministers of Foreign Affairs at their 118th Ministerial Session, Strasbourg, 7 May 2008, 22.

² Here we read: „Our identity, by definition, is not what makes us the same as others but what makes us unique. Identity is a complex and contextually sensitive combination of elements.“ Opus citatus, 17.

³ Paul Ricoeur, Wege der Anerkennung. Erkennen, Wiedererkennen, Anerkanntsein. Frankfurt/Main 2006.

2.1. La ville-État de Hambourg, avec ses 2 millions d'habitants issus de plus de 100 milieux culturels et religieux, abrite une grande diversité d'initiatives qui se sont consacrées à améliorer la compréhension mutuelle et la coexistence au cours des 25 dernières années. Ici, des acteurs sociétaux forts travaillent côte à côte à la coexistence entre les groupes religieux et laïques. Bien souvent, il n'est pas facile de faire cette distinction : religieux et laïques sont entremêlés. Cette constatation confirme la compréhension théorique avancée par le sociologue Peter L. Berger, aujourd'hui décédé, qui a identifié de nombreux chevauchements et diversités internes dans les domaines de la pluralisation religieuse et de la sécularisation dans ses "Deux Pluralismes".⁴ Ainsi, nous pouvons considérer le dialogue interreligieux comme un facteur dans un domaine plus large de dialogue interculturel, avec des acteurs tant religieux que laïques.

2.2. En développant l'approche mentionnée ci-dessus à la suite de Paul Ricoeur, nous pouvons provisoirement conclure que la formation de l'identité en Europe doit suivre un chemin donné : d'abord, nous devons surmonter l'ignorance en apprenant à mieux nous connaître et, de là, nous devons construire la confiance et la reconnaissance mutuelle. Pour décrire ce développement dans les termes originaux de l'auteur : nous devons passer de "l'ignorance" à la "connaissance" et, à partir de là, de la "reconnaissancs" respective à la "reconnaissance mutuelle". C'est une description particulièrement bonne des développements que nous pouvons observer à Hambourg. Je citerai brièvement deux exemples :

2.2.1.: L'éducation religieuse pour tous :⁵ A Hambourg, tous les élèves des écoles publiques sont libres de choisir la matière "Religion" indépendamment de leur appartenance religieuse ou de leur vision du monde (l'alternative non religieuse est appelée "Ethique" ou "Philosophie"). Le programme d'études est conçu en fonction de deux priorités un apprentissage factuel sur les différentes religions et leurs implications éthiques, et un engagement dans l'échange avec les différentes croyances chrétiennes, musulmanes, bouddhistes, juives, etc. et les visions du monde laïques représentées dans la classe. Dans ces conditions, le but ne peut être de rapprocher les élèves d'une religion ou d'une vision du monde donnée, mais de leur apporter plus de connaissances sur les multiples religions et visions du monde, de leur permettre de contribuer aux discussions en classe par leurs propres positions, de mieux comprendre les positions de leurs camarades de classe et leurs points de vue religieux et laïques, et de développer davantage de respect les uns envers les autres. Cette approche offre aux jeunes de Hambourg un énorme potentiel pour surmonter l'ignorance des autres religions et visions du monde, pour acquérir des connaissances et pour développer le respect mutuel. Je ne veux pas exagérer les effets de cette discipline scolaire. Il existe aussi des élèves à Hambourg qui prônent l'exclusion et la condamnation des "autres", religieux ou laïques. Cependant, la recherche empirique a montré que les élèves inscrits dans les classes d' "Éducation religieuse pour tous" ont une tendance évidente à surmonter

⁴ Peter L. Berger (2014). *The many Altars of Modernity. Toward a paradigm for religion in a pluralist age*, Boston / Berlin.

⁵ Wolfram Weisse (2014). *La religion à l'école dans le Land de Hambourg*, in: Jean-Paul Willaime (Ed)(2014) *Le défi de l'enseignement des faits religieux à l'école. Réponses européennes et québécoises*, Paris: Riveneuve, 67-81.

les préjugés, à parvenir à une meilleure compréhension mutuelle et à trouver que leur propre position et formation d'identité sortent renforcées du dialogue interreligieux dans la classe.

2.2.2. Traités entre le gouvernement laïc de Hambourg et les communautés religieuses, en particulier les communautés musulmanes .⁶

Pendant longtemps, les musulmans de Hambourg ont été considérés comme de simples "travailleurs invités" temporaires qui quitteraient le / repartiraient du pays après l'expiration de leur contrat de travail. Avec le temps, il est devenu évident que ces musulmans, pour la plupart originaires de Turquie, se sentent dorénavant chez eux à Hambourg, et ils forment aujourd'hui une communauté importante qui représente environ 7 % de la population de la ville. Comme dans beaucoup d'autres pays européens, il existe en Allemagne un ressentiment marqué à l'égard des musulmans. Les discussions entre le gouvernement de Hambourg et les organisations musulmanes, conçues comme une mesure de construction de la confiance, ont commencé il y a environ 12 ans et ont abouti à des traités formels analogues aux accords entre l'État et l'Église en Allemagne, signés en 2012. Dans ceux-ci, les organisations musulmanes ont reconnu la société démocratique allemande comme étant le cadre d'orientation de leurs membres, englobant, entre autres, l'égalité des droits pour les hommes et les femmes. Inversement, le gouvernement a reconnu la population musulmane comme faisant partie intégrante de la société hambourgeoise et lui a garanti le droit d'exercer ses croyances et ses rites, y compris les enterrements traditionnels musulmans. Il est évident qu'un tel traité n'empêche pas les individus et les groupes des deux parties de s'accrocher à leurs préjugés, mais il constitue néanmoins un facteur de reconnaissance mutuelle hautement pertinent et ouvre ainsi la voie à une coexistence civile et pacifique des différentes religions dans la ville-état laïque de Hambourg.

3. Conclusion et Vision

Les exemples sus-mentionnés sont autant d'illustrations de coexistence réussie à différents niveaux à Hambourg en rapport avec la pertinence du dialogue interreligieux et interculturel. Le dialogue interreligieux peut ainsi contribuer à la construction de la connaissance et de la confiance afin de percevoir plus clairement les points communs et les différences dans l'intention de participer au développement d'une société qui respecte les différences – et qui favorise en même temps les valeurs communes de compréhension mutuelle. Cela n'est pas toujours facile. Des conflits surgiront inévitablement, surtout lorsque la religion sera politisée (par exemple, les musulmans de Hambourg épousant les positions islamistes prônées par la Turquie ou l'Iran). Cependant, mes exemples montrent des mesures concrètes visant à développer des valeurs pour tous les citoyens de la société, des valeurs qui façonnent leur propre compréhension et contribuent à la formation d'une identité qui est d'une extrême pertinence pour améliorer la manière dont nous vivons ensemble en Europe.

⁶ Wolfram Weisse (2016). Religious Pluralization and Secularization in Continental Europe, with Focus on France and Germany, in: *Society*, Vol. 53, Number 1 (January 2016), 32-40. Wolfram Weisse, (ed.) (2016). *Religiöse Vielfalt und Säkularität. Die Verträge zwischen Staat und Religionsgemeinschaften in Hamburg*, Dokumentationsreihe der Akademie der Weltreligionen der Universität Hamburg Nr. 4, Münster: Waxmann.

Vision : Dans ce contexte, je propose de développer une vision : au lieu de la poursuite systématique d'une " identité " culturelle européenne *unique*, je proposerais la poursuite de " formations identitaires " culturelles en Europe, différentes sur le plan contextuel, mais partageant l'objectif de créer une prise de conscience et d'encourager la reconnaissance mutuelle comme élément vital d'un ensemble de valeurs européennes fondamentales. Cela sera façonné à différents niveaux et par différents acteurs, transféré dans la pratique quotidienne, testé, encouragé et développé par beaucoup, y compris par des individus et des groupes d'affiliations religieuses et de visions du monde différentes, dans un dialogue interreligieux et interculturel, façonnant et favorisant la valeur fondamentale d'une formation d'identité européenne – *reconnaissance mutuelle*.

b) [Axel BRINZINGER \(Médiateur et professeur, sur le thème « Cultiver l'équilibre émotionnel »\)](#)

N'importe qui peut se fâcher, c'est facile. Mais être en colère contre la bonne personne, au juste degré, au bon moment, pour la bonne raison et de la bonne manière, ce n'est pas simple. Ce n'est pas simple pour moi, ce n'est sûrement pas simple pour vous non plus.

L'un des principaux défis des personnes qui vivent dans les grandes villes est de faire face à leurs émotions, en particulier la peur et la colère, qui sont toutes deux la cause de comportements agressifs, de violence et de différentes formes d'exclusion.

Pendant longtemps, l'agression a été considérée comme un phénomène mystérieux. Mais comme nous le savons aujourd'hui, l'agression suit certaines règles.

D'après la science, nous savons que pour une personne en bonne santé mentale, c'est gratifiant :

- d'être socialement accepté,
- de recevoir une reconnaissance,
- se sentir membre d'un groupe ou être aimé

Infliger des dommages ou de la douleur à une autre personne qui ne vous a pas provoqué, n'est pas une démarche valeureuse !

Ce que nous savons aussi, c'est que le déclencheur d'agression le plus fiable est le fait d'infliger une douleur physique. Mais ce que la science moderne du cerveau n'a découvert que récemment, c'est que l'exclusion sociale et l'humiliation déclenchent aussi l'agressivité.

Ainsi, puisque l'agression se produit toujours lorsque les gens sont socialement rejetés (ou sentent que cela se produit), l'agression humaine s'avère être un régulateur social. Toutefois, elle ne peut remplir cette fonction que si trois conditions sont remplies :

1. les sentiments agressifs doivent être perçus comme tels par la personne concernée
2. la colère doit être adressée à la personne à l'origine de la perturbation („...être en colère contre la bonne personne“)

3. Pour avoir un effet régulateur, l'agressivité doit être communiquée d'une manière socialement acceptable, c'est-à-dire avec une dose et une méthode appropriées. (« au juste degré, au bon moment, pour la bonne raison et de la bonne manière »)

Cultiver l'équilibre émotionnel (anglais : Cultivating Emotional Balance = CEB) le permet, mais à plus grande échelle, parce qu'il couvre ce qu'on appelle les 7 Grands émotions universelles. Il s'agit de savoir comment gérer nos émotions de manière constructive.

"Destructive Emotions" était le thème de la Conférence Mind & Life de l'année 2000 au cours de laquelle ce programme a été créé. La conférence était dirigée par Daniel Goleman, que beaucoup d'entre vous connaissent grâce à son classique "Emotional intelligence". Le quatrième jour de la conférence, le Dalaï Lama a demandé si ce ne serait que des belles paroles ou si quelque chose allait se produire pour améliorer la vie émotionnelle des gens dans le monde. Apparemment, il a regardé Paul Ekman dans les yeux un peu plus longtemps parce que Paul a répondu à la demande. Paul a ensuite recruté Alan Wallace et les deux ont développé ce programme avec Daniel Goleman, Mark Greenberg et Richard Davidson.

Le CEB est un programme de 42h basé sur des données prouvées et laïques pour la régulation et la pleine conscience des émotions. Ses principales caractéristiques, qui le distinguent des autres programmes de pleine conscience (comme MBSR ou MBCT) sont :

- la cultiver d'idéaux et d'aspirations ou d'intentions significatifs. Et cela a beaucoup à voir avec nos valeurs.
- L'acquisition de compétences en matière d'attention et de pleine conscience, et
- Le développement des compétences émotionnelles.

Par rapport à d'autres programmes de Pleine Conscience, le CEB s'adresse au grand public, c'est-à-dire aux personnes en bonne santé, et non à une population clinique.

L'objectif du CEB n'est pas tant la réduction du stress ou de la dépression (MBSR / MBCT) que le bien-être et l'épanouissement véritable dans la vie, ou quelque chose que les Grecs appelaient Eudaimonia. Il s'agit de savoir comment mener une vie qui a un sens et dans laquelle nous pouvons nous épanouir et où nous utilisons notre potentiel en tant qu'être humain.

Le CEB peut être divisé en deux aspects :

- a) l'aspect le plus psychologique et scientifique et
- b) l'aspect plus contemplatif.

Ces deux aspects sont traités en détail dans les livres "Emotions Revealed" de Paul Ekman et "The Attention Revolution" d'Alan Wallace.

Afin de vérifier si ce programme fonctionne comme prévu et aurait des effets positifs, un essai de recherche approfondi a été conçu par Ekman et Wallace et dirigé par Margaret Kemeny, qui possédait une vaste expertise dans de tels projets de recherche. Les résultats, très positifs, ont été publiés dans la revue "Emotion" de l'American Psychological Association.

Actuellement, le CEB est enseigné aux Etats-Unis, en Australie et au Brésil dans des universités, dans le secteur des soins de santé, dans l'application de la loi et dans l'éducation.

Être en équilibre émotionnel, signifie être résilient sur le plan émotionnel. C'est-à-dire, nous ne sommes pas coincés, ou figés dans un schéma émotionnel. Nous sommes en mesure de réagir avec fraîcheur à des situations qui sont nouvelles à chaque fois. Et, à suivre Aristote, nos réponses émotionnelles aux situations sont proportionnelles à la situation elle-même. Nous n'exagérons pas nos réponses émotionnelles, nous avons des réponses qui sont appropriées à la situation.

Quand on pense à l'équilibre émotionnel, on peut le considérer comme la cerise sur le gâteau. Et c'est un gâteau à quatre couches, si on inclut le glaçage. Afin de développer un équilibre émotionnel de plus en plus grand, nous devons avoir une compréhension de plus en plus claire de la nature même de nos émotions. Nous devons reconnaître quels sont les déclencheurs de nos émotions et, si nous décidons de les exprimer, quelles en sont les conséquences. Et il faut aussi prendre conscience de l'émotion des autres, parce que nous vivons toujours en relation avec ceux qui nous entourent. Cela signifie que nous devons être clairement conscients à ce que nous appelons l'intelligence cognitive. Une intelligence cognitive est quelque chose de très simple : c'est voir clairement ce qui est là et ne pas voir clairement ce qui n'est pas là. En d'autres termes, nous ne projetons ni ne superposons quelque chose à la réalité qui n'est pas là, ni ne bloquons quelque chose qui est à la vue de tous. Le premier exemple serait une hyperactivité cognitive et le second un défaut cognitif.

La culture de l'équilibre émotionnel doit donc être basée sur une connaissance claire. Et c'est pourquoi nous parlons de l'équilibre émotionnel comme de la cerise sur le gâteau. Et la couche qui fournit nécessairement une base pour l'équilibre émotionnel est l'équilibre cognitif et l'intelligence cognitive.

Mais il y a aussi cette autre question : Alors que nous nous occupons de nos émotions et essayons de cultiver une plus grande clarté d'observation, la question est de savoir dans quelle mesure nos capacités d'attention sont bonnes, c'est-à-dire notre capacité à rester concentrés.

Rester concentrés d'une manière qui ne nous rend pas de plus en plus tendus à mesure que nous maintenons notre concentration. Il n'est pas difficile de se concentrer intensément pendant une courte période de temps. Nous savons tous comment faire ça. Mais ce n'est pas viable à long terme. Et c'est pourquoi il faut d'abord développer un sentiment d'aisance, de détente, même en étant très attentif.

Sur la base de la relaxation, nous pouvons entraîner la capacité à maintenir la concentration, la stabilité ou la continuité de l'attention. Et à partir de ces deux éléments, la relaxation et la stabilité, nous pouvons enfin cultiver la clarté ou la vivacité de l'attention. Ces trois éléments, la relaxation, la stabilité et la clarté de l'attention sont la combinaison gagnante pour développer un équilibre attentionnel.

Donc, si nous voulons avoir des aptitudes cognitives durables, donnant lieu à des aptitudes émotionnelles durables, alors la couche sous-jacente à l'aspect cognitif est celle de l'attention, et cela peut être cultivé.

Et il y a une autre couche, qui est la base de ce gâteau à quatre étages. Et cette couche est la conative, ou conation. Qu'est-ce que la conation ? C'est le processus mental du désir ou de l'intention, de la détermination ou de la volonté de faire quelque chose. Il s'agit de nos idéaux, de

nos aspirations, de nos aspirations, de nos objectifs et de nos valeurs. Mais tout simplement, c'est la faculté de désirer. Désirer une gorgée de thé. Désir d'aller faire la guerre, désir de lutter pour les droits civiques, la non-violence ou contre l'inégalité.

Et comme nous pouvons être imprudents dans les émotions, que nous embrassons, nous pouvons être imprudents sur le plan cognitif, nous pouvons être imprudents sur le plan de l'attention et nous pouvons également être imprudents dans nos désirs.

Et comme nous pouvons être insensés dans les émotions, que nous embrassons, nous pouvons aussi être insensés sur le plan cognitif, nous pouvons être insensés et nous pouvons également être insensés dans nos désirs.

Et cela a à voir avec ce que nous valorisons vraiment à long terme, et en fonction de nos valeurs, nos choix et nos décisions.

Merci beaucoup :

- d'avoir le désir et la volonté de venir
- de m'avoir accordé votre attention tout le long.
- pour une écoute claire et sans projections
- et pour ne pas avoir été contrarié quand je dis quelque chose que vous pensez être erroné.

c) Mme Gaudiose LUHAHE

Bonjour, et merci de m'avoir invitée. Je vais vous parler de l'éthique de reconstruction, et surtout ce qu'apporte la communication à l'éthique de reconstruction, parce que les dérogations humaines sont souvent causées par le problème de manque de communication, de mauvaise communication, ou de mauvaise interprétation de l'objet de communication. Donc je vais vous montrer comment la communication peut aussi reconstruire les liens, quand c'est fait d'une façon éthique. Avant, je vais vous caractériser ce que c'est l'éthique de reconstruction, et la communication, surtout la communication éthique. Après, je vais illustrer par des exemples pour vous montrer à quoi sert concrètement la communication en éthique de reconstruction.

Si on suit les trois dimensions du temps, le passé, l'avenir et le présent, le passé nous invite à avoir une éthique de responsabilité, à avoir plus de responsabilité pour voir ce que le passé peut engendrer comme souffrance.

Une fois qu'on a identifié cela, on va aussi voir l'éthique de réconciliation, pour préparer l'avenir, aussi en passant par le présent, en reconnaissant l'autre comme être vulnérable dans le temps présent. Dans cette démarche, ce n'est pas une réparation matérielle qui est visée, mais un besoin de réparation symbolique, un geste de parole d'aveu, de pardon, de compassion, d'empathie et de reconnaissance. Cette parole peut être verbale ou sémiotique, on va voir cela dans les illustrations. Pour cela nous devons faire appel à notre expérience, ainsi qu'à celle des autres et user d'imagination, il faut être créatif. Il nous faut prendre en vue le négatif des relations passées, le passif accumulé avec les offenses, les violences, les humiliations et les injustices, tout ce qui entrave la

relation à l'autre dans le présent. Cette parole peut être verbale, sémiotique ou autre. C'est là qu'intervient la communication éthique.

A la racine de ce mot se trouve le terme d'origine latine « *munis* » qui exprime l'échange, le mouvement, la circulation. Dans l'histoire, les mots « communication » et « communion » ont été utilisés dans un sens proche.

La communication était conçue comme une mise en commun d'intérêts autant que comme échange d'information. Mais contrairement à l'information qui décrit les événements ou les choses, la communication est au-delà de la description. Dans la communication il y a un échange d'informations et une création des relations. Donc la communication c'est d'abord un message : travaillé, préparé, conçu pour convaincre celles et ceux auxquels le message s'adresse. Contrairement à l'information qui décrit les événements ou les situations, la communication dépasse la description. En plus du message qu'elle véhicule, elle fait appel à toutes les facultés humaines parmi lesquelles l'imagination, mais aussi l'émotion et la séduction. Pour que cette entreprise soit éthiquement correcte, l'agent confronté à une situation doit donc choisir son action et, dans la détermination du choix, il doit se poser la question de la conformité de son action aux normes et aux obligations.

En conformité des normes de référence et des obligations, avant d'agir, l'agent doit au préalable se poser la question : Que dois-je faire pour mieux faire ? De ce fait, la communication éthique consiste à savoir bien communiquer au service des bonnes finalités.

Comme illustration, prenons l'exemple du geste de Jean-Paul II, lors de sa visite à Jérusalem en l'an 2000. Venu prier devant le mur des Lamentations, il y glissa un bout de papier, une petite lettre, comme le font tous ceux qui viennent se recueillir en ce lieu ». Suite à ce geste, le grand rabbin de Rome, Elio Toaft, déclara que le Pape « a mis fin à des siècles d'incommunicabilité, à des siècles de souffrances. Ainsi, un simple geste devient une magnifique et légendaire opération de communication. Une communication au service d'une réconciliation historique, au service du bien. Dans cette démarche, il y a aussi d'autres exigences : il y a l'émetteur et le récepteur, et tous les deux donnent un sens à l'objet de communication, sans oublier qu'il y a différents canaux qui émettent le message et qui y mettent donc un sens, une représentation. En fonction de tout cela, comment chacun perçoit le perçoit, comment chacune l'interprète, comment chacun fait sien son message ? Il y a aussi le fait que dans la communication, il y a toujours besoin d'un témoin ou d'un médiateur. Si le pape avait été seul au Mur sans média, son geste n'aurait pas eu d'impact, donc il y a toujours un troisième homme qui s'incarne par exemple dans les médias.

Je change de continent, mais j'ai choisi aussi comme illustration, le message qui a été utilisé au Rwanda pour promouvoir les juridictions Gacaca, un système juridictionnel qui a jugé les actions afférentes au génocide commis contre les Tutsis. Considérant que le génocide a été commis publiquement, sous les yeux de la population et que la société rwandaise tout entière en a été affectée d'une manière ou d'une autre, pour persuader la population d'aller témoigner de ce qu'elle a vu, fait ou subi, les juridictions « Gacaca » ont été présentées comme un acte thérapeutique, dont le principe actif est la « vérité ». Sur les panneaux publicitaires présentant les juridictions « Gacaca », installés un peu partout au Rwanda, au bord des routes, on pouvait lire en effet ceci : « ukuri kurakiza », ce qui veut dire « la vérité guérit ». « Qu'on dise ce qu'on a vu, qu'on avoue ce qu'on a fait, cela nous guérira. »

Toutefois, une question se pose : dans cette atmosphère post-génocide, si on admet que « la vérité guérit », comme le suggère l'annonce des juridictions « Gacaca », combien peut-elle blesser plus et par là même provoquer la haine ? Il fallait donc créer un espace de dialogue, de parole. Dans cet espace de parole, l'assemblée c'était la population, des gens qui se connaissaient avant le génocide, qui se recroisent maintenant, mais le lien a été cassé par le génocide. Il y a les rescapés, les témoins qui étaient là pendant le génocide, d'autres qui y ont participé, d'autres qui n'ont pas été mis en prison... Pour ceux-là on les incitait à aller demander publiquement pardon, à faire un geste de communication. Il fallait dire la vérité, sans rien dissimuler, et là je veux parler d'un « jeu parrésiasique » selon la conception de Michel Foucault, qui consiste à avoir le courage de dire la vérité envers et contre tout, sans la pervertir, ni l'embellir, sans rien dissimuler et sans se préoccuper du fait qu'en disant la vérité, on risque d'irriter l'autre, de provoquer la haine ou la violence. Ce « dire vrai » courageux qui ouvre et instaure la relation à autrui est utile à la « cité », puisque, selon Michel Foucault, « après avoir ouvert un moment essentiel, fondamental, strictement nécessaire : la possibilité de la haine et de déchirement ». Les aveux, la repentance, pouvaient aussi amener la réconciliation. Le droit de dire aussi le mal qu'on a subi, le fait de donner l'occasion de parler crée une catharsis de groupe, un lien qui facilite le vivre-ensemble.

Je termine sur une photo, sur cette photo il y a des rescapés, un bourreau, des personnes qui sont venues de la diaspora. La dame a été amputée d'une main, et son bourreau est aussi sur la photo. Le fait que cela ait été évoqué et que la vieille dame ait pardonné, fait que les proches de la dame parviennent à côtoyer cette personne sans animosité. La communication peut donc œuvrer pour une reconstruction, mais une reconstruction éthique. Je ne peux pas dire que cela a résolu tous les problèmes, mais à au moins mis le pays en mouvement, en marche.

d) Mme Anne NEGRE

Bonjour à tous, cela va être très difficile de parler après notre très émotionnelle intervenante. Donc, vivre ensemble, ailleurs, de façon cruelle, avec une réconciliation, et plus de facilité, ici, avec « le temps des villes ». Qu'est-ce que c'est que le temps des villes ? Le temps des villes c'est une nécessité impérieuse des femmes dans les prises de décision. En Europe vous savez qu'il y a extrêmement peu de femmes maires (15%), et lorsqu'elles sont maires, c'est de toutes petites villes, il n'y a quasiment aucune grande ville. Oui d'accord il y a Paris, mais Paris ne fait pas l'Europe quand même !

Il y a une insuffisance de données genrées, une insuffisance voire une absence de réflexion sur les espaces publics sous l'angle des femmes, une insuffisance de prise en compte des femmes vulnérables, sans-abris, et l'approche intégrée n'est pas répandue.

Alors il y a différents programmes, et le temps des villes est né à la fin du XXème siècle. On a voulu que les femmes d'Italie et d'Allemagne par exemple viennent sur le marché du travail, et celles-ci ont dit « ce n'est pas possible parce que quand nous sortons du travail, les heures ne sont pas conciliables entre les heures de sortie de la crèche ou de l'école et celles de sortie du travail ». L'articulation des temps anciens qui étaient rythmés par les saisons puis dans les bourgs avec les cloches des églises, et les temps de repos étaient consacrés à Dieu. Il y a eu une évolution

extraordinaire avec le temps de travail salarié qui s'est joué en temps de travail agricole et le diktat des horloges qui a commencé et ces temps qui s'imposent à soi sont temps qui s'imposent aux autres et ces conflits de temps qui nous font perdre tant de temps. Vous savez tout ça, c'est ce que nous vivons au quotidien dans les villes, et c'est donc une vraie problématique sur laquelle se sont penchés des sociologues, des démographes, des anthropologues, et autres urbanistes. Les réflexions ont été très intéressantes et ont donné naissance entre autres à la charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes qui est du Conseil des communes et régions d'Europe, à Innsbruck en 2006. Elle souligne la contribution capitale du Conseil de l'Europe à l'égalité dans son préambule. Et puis les principes de la charte pour l'égalité, vous connaissez, c'est toujours les mêmes choses, sauf qu'on veut intégrer la dimension du genre dans toutes les activités des collectivités territoriales.

Des exemples des bienfaits du temps des villes : en Suède il a été proposé, par exemple, des bus de nuit avec des arrêts à la demande, pour éviter que les femmes soient victimes d'agression entre deux arrêts. C'est intelligent et les hommes en ont profité aussi, car finalement, quand il y a des avancées pour les unes, tout le monde en profite. Les communes ou autres collectivités territoriales ont créé des bureaux ou des agences pour le temps, et ainsi dans une ville qui est Poitiers, mais ça pourrait être Hambourg, il y a des embouteillages monstrueux le matin, qu'est-ce qu'on fait ? On continue, on subit, ou on s'assoit tous autour d'une table ? Tout le monde ! Les administrations, les usagers, les entreprises privées, les écoles, les universités, et on se rend compte que tout le monde entre au même moment, dans des lieux d'une certaine circonférence. Et finalement on décale : le résultat est qu'au lieu d'avoir des embouteillages ça fluidifie, on diminue les bus, il n'y a plus de pollution, et les gens sont plus cool. Voilà, ce n'est pas compliqué les temps des villes.

Une autre expérience a été tout à fait remarquable, c'est une expérience où il y avait un endroit où il y avait beaucoup d'habitants, un autre endroit où il y avait beaucoup d'entreprises, au milieu le creux et les bus ne rejoignaient même pas les endroits. Donc tout le monde a été assis pour discuter et réfléchir, c'était compliqué, ça a mis du temps. On a créé des lignes de bus, on a mis prioritairement des propositions d'emploi pour les gens qui habitaient là. Une entreprise qui avait des lieux importants, inoccupés mais qu'elle voulait tout de même garder si elle développait, a mis en place un gymnase ouvert à tout le monde. Idem pour une crèche, qui est devenue une crèche ouverte à tous.

Voilà des exemples de la gestion du temps des villes qui sont intelligents, un autre exemple : au moment de la rentrée des classes, les parents connaissent un moment épouvantable quand vous avez deux ou trois enfants, c'est qu'il faut les inscrire à des tas d'endroits, à des tas de choses, et il faut aller à plein d'endroits différents : c'est une horreur. Quand j'étais élue à Versailles je leur ai proposé ça, car j'en avais connaissance, on met un gymnase, on demande à tous les intervenants publics ou privés d'être là, on demande aux responsables des crèches de venir garder les enfants, on ouvre de 16h à 19h ou même 22h, et tout le monde est là, est cool, c'est beaucoup apprécié. C'est devenu un rythme dans beaucoup de villes moyennes ou grandes, et ça simplifie la vie de tout le monde. Voilà ce que c'est que le temps des villes. Il faut se le réapproprier, de façon à pousser nos élus à aller de l'avant.

Il y avait également un programme européen qui était sensationnel : 30% des gens travaillent en horaires décalés. C'est énorme 30% des gens ! Comment on fait pour garder ses enfants quand on est en horaires décalés, et qu'on est en plus une famille monoparentale ? Il y avait un programme

européen appelé « equal » qui était sensationnel et qui était décliné dans différents pays, et vous aviez une nounou qui venait à domicile. La garde d'enfants à domicile passait la nuit à demeure et les prises en compte des coûts de cette garde étaient les mêmes que si elle était dans une crèche municipale, en fonction des revenus. Voilà un exemple intéressant qui met en sécurité les enfants, qui permet une aide vraiment appropriée, ciblée, sur les gens.

ONU Femmes nous indique aussi que c'est très important ce temps des villes pour les femmes migrantes parce que les femmes migrantes se tournent vers le travail domestique informel, sans garde de protection sociale, et vous savez que c'est 73,4% sur 67 millions de travailleurs domestiques dans les femmes migrantes.

Donc on a des tas de possibilités, l'approche intégrée dans ces questions, c'est extrêmement important, et si des réflexions étaient systématiquement menées avec des sociologues, des urbanistes, des élus pour qu'ils soient formés à ces problématiques dans leurs études, on aurait un progrès de vie ensemble, de cités interculturelles, parce que tout le monde serait au courant des ces questions qui sont finalement pour adapter la ville à notre vie d'aujourd'hui, qui n'a rien à voir au moment où nos villes ont été pensées. Elles sont complètement décalées aujourd'hui ! Et on voit que les progrès sont lents, très très très lents.

Donc là, on a dans un certain nombre de pays des élections municipales, ce sont des exigences à avoir. Comment l'avoir ? Bah vous demandez « est ce qu'il y a un bureau des temps ? », « est-ce qu'il y a une agence du temps ? ». Ce sont des choses que vous pouvez demander, faire des recommandations, et faire des actions. Et je suis contente car dans ces cas-là, les femmes en sont bien souvent bénéficiaires, et les hommes en sont encore plus heureux, parce qu'ils vivent avec des femmes généralement.

Pour que ces réalités existent, les ONG que vous représentez et les élus locaux, vous êtes donc les vecteurs de l'approche intégrée. Merci à vous tous, merci à vous les interprètes d'avoir accepté ces 6 minutes et de nous avoir accompagnés toute la journée avec efficacité et compétence. On vous dit à demain, je passe la parole à la présidente de la Commission, Claude.

3) Conclusion

[Mme Claude VIVIER LE GOT](#)

Je vais passer la parole à Gabriela, car c'est la présidente du groupe de travail, et je conclurai. On prendra deux minutes pour Gabriela et on conclura.

[Mme Gabriela FREY](#)

Oui alors, très brièvement, d'ici la session d'avril 2020, nous préparons un résumé des approches et techniques présentées avec une conclusion commune, des propositions pratiques, et une bibliographie. Ceci deviendra une contribution supplémentaire et complémentaire pour le livre blanc sur l'identité culturelle européenne pour la commission éducation et culture.

Si vous avez encore des suggestions, sur le sujet « comment on peut réduire l'anxiété », essayez de me trouver, merci.

[Mme Claude VIVIER LE GOT](#)

Merci Gabriela. Je souhaite remercier toutes les OING présentes. C'était une lourde journée, une grosse commission ce matin, et une très grosse commission cet après-midi, nous n'avons pas pu prendre toutes les questions et je le regrette, nous avons été un peu pris par le temps. En revanche, il me semble important de souligner que ce travail de la commission éducation et culture ne pourrait pas se faire s'il n'y avait pas les groupes de travail, et Gabriela est le témoin que les OING, avec les groupes de travail, ne sont pas toujours visibles, en revanche ils sont très productifs. Je vous invite à collaborer et à travailler en direct pour faire avancer ce livre sur l'identité culturelle européenne en question(s). Je remercie ATD qui m'a proposé de travailler sur une définition de la précarité, de la pauvreté. Il y a plein de définitions à trouver, plein de mots à inventer, et je vous invite vraiment à le faire pour que vous soyez au moins tous cités dans cet ouvrage qui verra le jour en avril, avec toutes vos contributions.

Je vous remercie vraiment très chaleureusement de votre participation. And last but not least, la palme aux interprètes qui ont vraiment assuré sur cette journée qui était vraiment très difficile, et à Karl. Parce que nous sommes deux personnes, Karl Donert et moi, et bravo Karl.